

Rompez avec Mitterrand !

CEBDO
FONS
A VILADOT

APARTADO 5272
BARCELONA

Austérité comme promis

30 juin — Dans les jours qui suivirent immédiatement l'élection de Mitterrand, nous écrivions :

"Mais l'allégresse provoquée par l'élection de Giscard a eu tendance à escamoter la question de ce que cette victoire de la 'gauche' va apporter à la classe ouvrière. La réponse était claire bien avant la proclamation du 'gouvernement de transition' [premier gouvernement Mauroy] : le gouvernement Mitterrand sera un gouvernement de guerre froide et d'austérité (...)

"La Ligue trotskyste de France était contre voter Mitterrand au premier tour comme au second tour, parce que nous disions qu'il était le candidat du front-populaire — le candidat d'une alliance qui lie les travailleurs à leurs exploités."

— Le Bolchevik n°26, juin 1981

L'antisoviétisme de Mitterrand n'est plus à démontrer ; il s'étale avec complaisance et virulence de l'Afghanistan à la Pologne, du renforcement de l'arsenal de mort français dirigé contre l'URSS au soutien aux missiles Pershing et autres bombes à neutrons. De plus, après avoir passé plusieurs mois à camoufler sa politique anti-ouvrière sous une couche de vernis rose (que, dès octobre dernier, les grèves ont fait sauter), aujourd'hui il n'a plus de temps à perdre, en particulier vu les conditions de guerre économique exacerbée entre les divers repères impérialistes, pour mener à bien sa politique de "gestion loyale" de l'impérialisme français. C'en est donc bien fini de la poudre aux yeux social-démocrate et de la pommade à l'eau de rose ; il a décidé de porter une attaque à un niveau supérieur : à peine venait-il d'annoncer son plan pour la sidérurgie — c'est-à-dire de 15.000 à 20.000 licenciements — qu'il décidait des mesures de blocage des salaires, une agression sans pareil contre la classe ouvrière. (Ainsi, par exemple, pour les fonctionnaires, est-il prévu une baisse de leur pouvoir d'achat de plus de 5%). Un 3ème plan Barre que même un Barre n'aurait jamais osé espérer pouvoir lancer contre les travailleurs ! Surtout avec la bénédiction des directions syndicales et du PCF.

La direction du PCF dit être opposée à l'austérité pour les travailleurs, mais, outre qu'elle n'organise pas la moindre riposte contre, elle "dit oui" à une politique de rigueur [!] anti-inflationniste" (L'Humanité 16 juin). Nuance "subtile" qui cache piè-



L'homme de Mitterrand et l'homme des patrons comme larrons en foire

trement un soutien à la politique gouvernementale : "Je suis solidaire du gouvernement" (L'Humanité 21 juin), dit Piterman (celui qui était présent à la réception avec Reagan). Couvrant la politique de Mitterrand au service de la bourgeoisie, Marchais et autres sociaux-patriotes mettent l'accent "sur les responsabilités de Reagan, sur les conséquences des taux d'intérêts élevés aux Etats-Unis" (L'Humanité 18 juin) et font campagne pour la "reconquête du marché intérieur", pour produire "made in France". En bref, les soi-disant "pacifistes" du PCF appellent les tra-

vailleurs à se ranger dans le camp de leur propre impérialisme dans la guerre (pour l'heure) économique interimpérialiste qui fait rage et qui, dans tous les pays, frappe la classe ouvrière et les couches sociales les plus pauvres. Contrairement à ce que voudraient bien faire croire la bourgeoisie et ses lieutenants ouvriers, le prolétariat français n'y a strictement aucun intérêt (même au cas — impensable — où son propre impérialisme en sortirait vainqueur). Soutenir sa propre bourgeoisie face à ses concurrents

Suite page 2

Reagan en Europe: un bide

25 juin — En proclamant une nouvelle "croisade pour la liberté", Reagan émit le vœu que "les forces du bien se rassemblent enfin et triomphent du mal" et que le marxisme-léninisme soit jeté dans "les poubelles de l'histoire". "Même sans nos encouragements" il y a eu des "explosions" en Europe de l'Est, expliqua le président américain au Parlement britannique de Westminster. Le New York Times du 9 juin s'inquiétait de ce qu'il donnait parfois l'impression d'être en train d'encourager le soulèvement des peuples des pays du Pacte de Varsovie. Cela faisait en particulier référence à sa proposition de fournir une aide US ("des actions concrètes" en vue de "nos objectifs ultimes") pour "encourager le développement de l'infrastructure de la démocratie", autrement dit financer directement la subversion et la déstabilisation que la CIA avait jusqu'à présent aidées clandestinement.

Les députés britanniques ont dû penser avoir été victimes d'un accident temporel et transportés à l'époque révolutionnaire et brève du "siècle américain" et qu'ils écoutaient le secrétaire d'Etat américain de Eisenhower John Foster Dulles appeler la chrétienté à "refouler" le communisme impie. Il y a

trente ans, ce champion de la guerre froide prédisait lui aussi l'imminence du déclin de l'Union soviétique : "Sous la pression de la foi, de l'espoir et d'efforts pacifiques" (...) le règne du communisme pourrait bientôt commencer à s'effondrer. "Ou peut-être étaient-ils en train d'écouter un enregistrement du discours du "rideau de fer" prononcé par Winston Churchill en 1946 (discours dans lequel les pisse-copies de Reagan ont puisé abondamment). Mais en fait il s'agissait de la deuxième guerre froide, et le grand chef impérialiste appelait ou-

Suite page 4



Suite de la page 1

étrangers, c'est accepter l'austérité et toutes les autres mesures anti-ouvrières. Face à la crise du capitalisme, la seule véritable solution est de lutter pour la destruction du capitalisme, ce système anarchique qui n'engendre qu'exploitation, oppression et misère. Non au poison du chauvinisme! A bas "Pro-solutions français"! Pour l'internationalisme de Liebknecht et Lénine: l'ennemi principal est dans notre propre pays!

Herzog, au nom du bureau politique, a exprimé sans hésitation le rôle de rabatteurs au service du gouvernement que joue le PCF dans la classe ouvrière: "Les communistes lancent un appel aux travailleurs pour que leurs réactions soient positives face à l'effort que veut engager le gouvernement". (Ibid.). C'est-à-dire accepter l'austérité! C'est le prix que les bureaucrates du PCF veulent faire payer à leurs militants et aux travailleurs non seulement pour quelques strapontins dans un gouvernement bourgeois, mais aussi pour leur politique de collaboration de classe! Les militants du PCF qui refusent le soutien honteux de leur direction à l'austérité de Mitterrand doivent aussi rejeter cette politique de collaboration de classe.

Le PS et le PCF au gouvernement, suivis par les pseudo-révolutionnaires, agitent l'épouvantail de la droite et du patronat pour essayer de tenir la classe ouvrière, méfiante, derrière Mitterrand. Mais si Gattaz se fait menaçant et proteste contre le soi-disant "blocage des prix", ce n'est évidemment pas qu'il aurait eu peur de son efficacité (tout le monde sait que les prix vont continuer à grimper). D'ailleurs, la première réaction de Gattaz au plan gouvernemental a été de le juger "réaliste" et il a même assuré le gouvernement de son appui: "Nous participons à l'effort" (Libération 14 juin). En fait, ce qui incite le patronat à l'arrogance et encourage la réaction, c'est la politique de Mitterrand et de ses laquais, eurostatiniens et autres. C'est le front populaire qui pave le chemin pour un Chirac ou pire encore. Aujourd'hui, ce que la bourgeoisie espère, c'est que les mesures gouvernementales et le maintien de la "paix sociale" par les bureaucrates réformistes vont provoquer chez les travailleurs une dé-moralisation et une démobilitation telles qu'elles vont lui permettre de poursuivre l'offensive anti-ouvrière sur une échelle plus grande encore afin de pouvoir tenir tête à leurs concurrents impérialistes étrangers. Et le CNPF se sent déjà assez fort pour réclamer avec arrogance la suspension de la loi Auroux, la réduction des charges patronales, etc.

Mais ce qui inquiète, et avec raison, la bourgeoisie, c'est la classe ouvrière. Les menaces de Gattaz à l'adresse du gouvernement et des dirigeants réformistes des partis et syndicats qui le soutiennent sont aussi un avertissement: "Finies les grèves de Renault, Citroën, Talbot ou autres! C'est la condition de la réussite du plan d'austérité. Tenez vos troupes! Sinon, vous courez, et nous avec, à la catastrophe." Le Monde (23 juin) exprime cette préoccupation de la bourgeoisie: "La question est de savoir si la compréhension des syndicats et des formations majoritaires persistera. Et surtout, si elle se manifestera de la même façon à la 'base' qu'au 'sommet'." Et effectivement, la bourgeoisie a des raisons de s'inquiéter. Depuis plusieurs mois, la classe ouvrière a fait preuve d'une combativité élevée et constante, et ce, malgré la politique de sabotage des directions réformistes auxquelles elle s'est heurtée. Ces derniers jours, les luttes ont même repris dans la sidérurgie: séquestration d'un sous-préfet dans les Ardennes, séquestration du PDG de Sacilor, manifestations, grèves. Le mécontentement est tel parmi les travailleurs que les bureaucrates ont dû s'en faire l'écho (très déformé). Maire (dont Delors se dit un "fan") et même le servile Bergeron ont tenu à protester contre une loi sur le blocage des salaires. Il est vrai qu'ils sont pour l'"autodiscipline", c'est-à-dire pour que les syndicats se transforment en flics dans les entreprises! Que les bureaucrates CGT réunis en congrès sifflent et huent leur "camarade premier ministre", qui leur parlait de "gel des salaires", en dit long sur la pression à la base. Mauroy l'a d'ailleurs si bien compris qu'il a posé la confiance au parlement pour éviter à la direction du PCF d'avoir à voter une loi sur le blocage des salaires (et ainsi d'avoir à se confronter à sa base), tout en lui permettant de donner son soutien à la politique du gouvernement! Nous, révolutionnaires, disons: la classe ouvrière n'a pas à faire les frais d'une austérité de "gauche" pour permettre aux capitalistes français de réaliser de plus gros profits face à leurs concurrents étrangers. Une direction ouvrière luttant vraiment pour la défense des intérêts du prolétariat devrait préparer une grève générale pour faire échec au plan d'austérité de Mitterrand. Mais les directions actuelles sont un obstacle à une telle riposte. La tâche vitale reste de construire l'alternative révolutionnaire indispensable à la victoire des luttes ouvrières contre Mitterrand et à l'instauration d'un gouvernement ouvrier.

Les pseudo-révolutionnaires de la LCR, de LO et du PCI/OCI ne sont en aucune façon cette alternative. Ils protestent aujourd'hui tous contre l'austérité, mais

du stalinisme au trotskysme

Nous reproduisons ci-après deux lettres d'adhésion soumissionnées avant juin par des camarades venant d'organisations stalinienne, PCF et maoïstes.

Camarades,

Après avoir été militant au PCF de 1976 à 1979 et avoir été inorganisé durant 3 ans, je demande mon adhésion à la Ligue trotskyste de France.

(...) Ses slogans [du PCF] "produisons français" ne firent que renforcer son attitude nationaliste le poussant à renier l'internationalisme ouvrier. Si le PCF représente le parti traditionnel de la classe ouvrière, il sait montrer son attachement à sa propre bourgeoisie comme il l'a fait en 1981 en envoyant ses bulldozers contre la classe ouvrière à Vitry. Si ces points n'ont pas pris leur déroulement chronologique durant mon appartenance au PCF, ils expriment la teneur des débats qui m'ont fait rompre avec ce dernier.

L'occasion d'avoir de premiers réels contacts avec la LTF s'est produite au cours du mois de novembre 1981 lors de la campagne antifasciste à Rouen. Alors que, face aux agressions de l'extrême droite contre ses militants, les PS et PC préféraient avoir recours à la justice bourgeoise, la LTF a su montrer le chemin pour la mobilisation de la classe ouvrière contre la peste brune. (...) Ainsi les principes de défense inconditionnelle de tous les États ouvriers dégénèrent/déformés contre l'impérialisme, et de révolution politique contre les bureaucrates m'ont permis d'analyser le processus de contre-révolution entamé par le syndicat Solidarnosc en Pologne. Alors que je défendais l'intervention militaire soviétique en Hongrie en 1956, le principe de la révolution politique me laisse entrevoir aujourd'hui la possibilité de renverser la bureaucratie et d'aller de l'avant vers le socialisme. C'est le principe, en rapport avec les mots d'ordre de conservation de la propriété collectivisée et de l'économie planifiée et de reconstitution des soviets de la classe ouvrière hongroise, qui permet de mettre à jour le programme de restauration du capitalisme et de rupture avec le pacte de Varsovie de Solidarnosc. (...)

Rouen, le 23 mai 1982
Philippe V.

Chers camarades,

Considérant que seule une révolution prolétarienne mondiale peut mettre fin au règne de l'impérialisme, et que l'outil indispensable à une telle révolution est la IVème Internationale (dont le noyau reconstituteur est constitué par la tendance spartaciste internationale (TSI)) et chacune de ses sections nationales (dont la section française de la TSI: la Ligue trotskyste de France (LTF)), j'ai décidé d'adhérer à la LTF, d'appliquer son programme, de défendre sa ligne politique et d'accepter ses statuts.

Cette adhésion marque la fin d'un long processus de rupture (enclenché publiquement avec la parution

tous portant la responsabilité d'avoir, en toute connaissance de cause, aidé à porter au pouvoir ce gouvernement. Aujourd'hui, les centristes droitiers de la LCR, qui saluaient il y a un an l'élection de Mitterrand comme une "première victoire", appellent même à la "mobilisation". Et quelle "mobilisation"! Rouge (n°1022 25 juin-1er juillet) appelle les travailleurs à "s'unir pour faire entendre leur voix: dans toutes les entreprises, ils doivent se donner tous les moyens (délégations, pétitions, prises de position syndicales) (...) et appelle les dirigeants pro-austérité à "prendre aussi d'ores et déjà des engagements pour la mobilisation à la rentrée". A la rentrée?! Avec la LCR, Mitterrand et la bourgeoisie peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Rouge n°1019 (4-10 juin) a rendu compte discrètement d'une rencontre entre les directions du PS et de la LCR: "Cette rencontre fut consacrée à un échange de vues sur la situation politique, celle du mouvement syndical et le déroulement des luttes ouvrières en cours." Mais, pour une organisation qui se réclame de la révolution prolétarienne, il n'y a rien à discuter sur les "luttes en cours" avec une organisation responsable de l'envoi de flics contre les travailleurs!

Depuis le 10 mai 1981, la LCR rivalise avec le PCI/OCI social-démocrate pour tenir le rôle de conseiller du gouvernement. Dernier conseil en date: la LCR lui demande d'établir "le monopole d'Etat sur le commerce extérieur"! Dans la France capitaliste d'aujourd'hui, c'est un appel au protectionnisme! Une version rénovée du mot d'ordre chauvin du PCF "Produisons français"! Et on voit même la LCR critiquer Mitterrand pour "obéir à l'Europe capitaliste"... Ce n'est certainement pas un hasard si le programme de la LCR "face à la crise" ressemble à s'y tromper à celui du PCF. La logique du soutien (même de façon

d'"Octobre") d'avec le révisionnisme, plus précisément d'avec le stalinisme et le maoïsme. En effet, j'ai milité durant deux ans et demi autour puis à l'intérieur du pseudo-PCML, puis durant un an et deux mois au sein de la pseudo-ORPCF (dénommée aujourd'hui P"CO"FF). Ensuite, à l'issue d'une période de flottement idéologique et politique, j'ai décidé de réétudier le marxisme en remontant à ses sources: d'abord les œuvres de Marx, Engels, de Lénine et les textes publiés des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, puis seulement à partir du mois d'octobre 1981, les œuvres du grand révolutionnaire prolétarien, le chef politique du prolétariat mondial après la tragique disparition du camarade Lénine: le camarade Léon Trotsky (notamment: "La Révolution permanente", "Le Programme de transition", "Où va la France?", "Défense du marxisme").

Je suis aujourd'hui en mesure de caractériser le stalinisme et le maoïsme comme des produits de l'idéologie et de la politique bourgeoises au service des castes contre-révolutionnaires qui ont usurpé le pouvoir politique dans les pays où l'impérialisme a été défait (notamment en URSS, en Chine et en Albanie).

En ce qui concerne le P"SF" et le P"CF" français, je les caractérise comme des partis ouvriers bourgeois — au sens léniniste du terme — et condamne tout particulièrement leur politique de "front populaire" comme étant l'expression la plus clairement définie de leur collaboration avec la bourgeoisie dans le but de désarmer politiquement le prolétariat et de maintenir sur pied le capitalisme.

J'ai conscience de la nécessité de défendre, y compris en utilisant le recours aux armes, indépendamment des positions de la bureaucratie, les États ouvriers déformés contre une éventuelle agression d'une ou de plusieurs puissances impérialistes (y compris, et surtout, contre la bourgeoisie impérialiste française).

En cas de guerre interimpérialiste à laquelle participerait la bourgeoisie française, en cas de guerre de rapine de la part de cette même bourgeoisie contre une colonie ou une semi-colonie, ou en cas de guerre de l'impérialisme français contre un État ouvrier déformé, je considère que la tâche fondamentale de tous les communistes consiste à amener les ouvriers à retourner les armes contre la bourgeoisie, à transformer cette guerre en guerre civile révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie avec pour tout premier objectif la destruction de l'État bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. (...)

le 18 avril 1982
Patrick G.

* Journal publié par le camarade Patrick G. et dont chaque numéro représente une étape dans sa rupture avec le stalinisme.

"critique") à un gouvernement bourgeois — surtout dans une situation de guerre économique —, c'est soutenir son propre impérialisme contre les autres impérialismes concurrents, et en définitive y compris en cas de guerre.

La LCR a d'ailleurs reconnu explicitement avoir abandonné en pratique le programme de la révolution socialiste. Le 22 juin à la Mutualité à Paris, Krivine a expliqué que "le socialisme pourra permettre de sortir réellement de la crise qui est la crise de tout un système. Mais nous ne sommes pas partisans du tout ou rien, et dès à présent il existe des solutions qui permettent de limiter [] les conséquences de la crise (...)." Et en effet, la LCR, qui ne parle plus depuis longtemps de renverser le capitalisme, se fixe comme objectif de "rompre avec le capitalisme", formule jusqu'alors employée par le PS, nous explique Rouge (n°1022), qui reproche aux sociaux-démocrates de l'avoir abandonnée. Mais la "théorie" de la "rupture avec le capitalisme" n'est et n'a toujours été que la théorie réformiste du passage par étapes au socialisme, camouflage à une politique en fait de collaboration de classes! Il est plus que temps (la situation a même d'ailleurs commencé sérieusement à pourrir) que les militants de la LCR qui se veulent encore des révolutionnaires rompent avec la répugnante caricature de trotskysme qu'offre Krivine!

Alors que le patronat accentue son offensive et que la réaction s'agit, les supporters du gouvernement bourgeois de Mitterrand voudraient bien enfermer les travailleurs dans le faux dilemme "gauche/droite". Mais il y a une alternative au front populaire qui ne soit pas la réaction. C'est le prolétariat se mobilisant pour son propre pouvoir. C'est la perspective pour laquelle combat la LTF.

Journées d'études de la LTF des 12 et 13 juin

Pour un Mai 68 allant jusqu'au bout

Durant le week-end des 12-13 juin, eurent lieu les journées d'études de la LTF, aboutissement de la campagne pour organiser notre cortège à la manifestation anti-Reagan du 5 juin. Un des orateurs était Ed Kartsen, Noir américain, membre du syndicat des transports en commun de New-York, et un des organisateurs des mobilisations antifascistes à l'initiative de la Spartacist League/US. Au cours de sa tournée en Europe — dans la foulée de Reagan —, il parla de la nécessaire "action ouvrière pour chasser Reagan" devant plus de 300 personnes, et ce, dans 6 villes différentes.

Les quelque 80 assistants à ces journées (y compris des camarades de 5 autres sections de la TSI) témoignaient de l'importance que notre organisation accorde à la formation politique des cadres d'un groupe de propagande de combat. Les rapports — portant également sur la révolution politique hongroise de 1956, les grèves à Talbot et à Citroën et la grève générale de Mai 1968 — mettaient l'accent sur la nécessité d'un programme d'indépendance de classe et d'un parti d'avant-garde léniniste-trotskyiste pour mener la classe ouvrière au pouvoir.

Le premier orateur, Federico Sasso, de la Lega trotskista d'Italia (ancien membre du PC italien et ancien rédacteur d'un journal des dockers du PCI), s'attacha à démolir la mythologie calomnieuse des stalinien qui prétendent qu'en 1956 le soulèvement des travailleurs hongrois contre la bureaucratie était l'œuvre des fascistes, des horthystes et des contre-révolutionnaires pro-occidentaux. Le parti communiste lui-même s'écroula en face de l'insurrection, 80% de ses membres se ralliant aux insurgés. Les conseils ouvriers de Budapest se prononcèrent pour la défense des formes de propriété prolétarienne et contre le régime bureaucratique brutal, à la différence de Solidarnosc, le syndicat-maison de la CIA et des banquiers. Si Walesa avait sur son bureau un portrait du dictateur fasciste Pilsudski, on ne vit jamais Pal Maletier, vétérans du mouvement de libération antinazi et un des dirigeants militaires de la révolution hongroise, sans une étoile rouge à son képi. A l'argument qu'il valait mieux accepter les chars soviétiques que de courir le risque de laisser les réactionnaires sortir de leur trou et prendre la direction à la faveur de la fermentation révolutionnaire, le camarade Sasso répondit:

"Il n'y avait pas les vides dans la situation hongroise. Il y avait différentes forces qui se débattaient. Alors, ces forces étaient principalement les forces qui voulaient restaurer le capitalisme, qui étaient une minorité, qui avaient une présence augmentée parce que toute la presse internationale faisait écho, et de l'autre côté il y avait les forces de la classe ouvrière qui avait entre les mains vraiment le pouvoir. C'est pour ça que la différence est importante entre ce qu'il y avait avant le 4 novembre et après le 4 novembre. Parce qu'avant le 4 novembre, c'était plus facile de faire les manifestations, tout le monde pouvait parler. Mais après le 4 novembre, quand les troupes soviétiques intervinrent de façon décisive, c'est seulement les ouvriers organisés dans leurs conseils qui menèrent de l'avant leurs luttes. (...)

"La révolution hongroise pour nous est un point de référence. La Commune de Paris, en 1871, était un exemple historique pour la révolution et les révolutionnaires internationaux. C'est un point de départ, même s'il y avait des défauts, même s'il y avait les faiblesses que Marx a soulignées. La révolution hongroise représente pour nous trotskystes un point de repère dans la perspective de la révolution politique dans les Etats ouvriers déformés."

Le deuxième orateur était le camarade Kartsen, travailleur du métro newyorkais, un réseau particulièrement dangereux et vétuste, en première ligne du cauchemard nocturne du cloaque raciste de New York, aussi insupportable pour les usagers que pour les travailleurs.

Le camarade Kartsen expliqua que ce qui détermine le cadre de la lutte des classes aujourd'hui aux USA, c'est que ce pays n'est plus la puissance impérialiste incontestée qu'il fut un temps. "S'il y a des queues pour avoir des steaks en Pologne, ça ne peut pas être comparé aux queues pour le fromage aux USA, où il y avait des centaines et des centaines de pauvres qui ont fait la queue dans le froid pendant l'hiver pour avoir un petit morceau de fromage rance." Et ce sont les Noirs qui sont le plus durement touchés par les "reaganomics" (la politique économique de Reagan). La question noire est une question clé pour la révolution américaine, et le camarade Kartsen insista sur le programme de l'intégration révolutionnaire qui unit la classe ouvrière blanche et noire sur un programme révolutionnaire, comme la seule stratégie pour mener la révolution. S'adressant aux sympathi-



sants du parti communiste présents, Kartsen décrivit comment les trahisons du PCUSA sur la question noire avait permis aux nationalistes noirs de prétendre que le communisme égale le racisme. En particulier durant la Seconde Guerre mondiale:

"Ils disent que c'est raciste parce que le PC aux Etats-Unis, sous les ordres de Staline, a liquidé son travail exemplaire de lutte contre l'oppression raciste et la guerre impérialiste. s'est subordonné à la guerre impérialiste et a soutenu la politique raciste et réactionnaire dans l'armée américaine et dans la société. Et en fait pendant la guerre, quand il y eut une manifestation appelée à Washington contre les pratiques racistes dans la société américaine, le PC fit une campagne contre cette manifestation. Et donc c'était largement répandu dans le parti communiste et c'était largement cru que le PCUSA était devenu dominé par le racisme."

"Il s'agissait bien entendu du stalinisme et de la politique stalinienne qui a fait croire aux Noirs du PC que le PC est devenu contre-révolutionnaire; et pas seulement aux Noirs mais à beaucoup d'ouvriers blancs aussi à qui le parti communiste a dit 'Il ne faut pas se mettre en grève pendant la guerre.' Ceux qui croient que la classe ouvrière américaine est anti-communiste et réactionnaire, une des raisons pour cela c'est la politique du parti communiste."

A la question "Que faire contre la course à la guerre impérialiste?", le camarade Kartsen répondit en donnant une perspective internationaliste:

"Les stalinien ont une politique internationale de détente qui est redétée dans leur politique aux Etats-Unis, laquelle consiste à appeler l'Etat capitaliste d'interdire le Klan". Cette politique [de détente] n'amènera jamais la paix, parce que, sous les administrations précédentes, sous les gouvernements américains précédents, on a utilisé la détente comme une couverture pour développer la capacité thermo-nucléaire américaine."

"Reagan est donc ici, il fait le tour de l'Europe en se présentant comme le plus grand homme de paix. Et il est non seulement le plus grand homme de paix, mais il est aussi beaucoup plus pacifique que Brejnev. Et puisque Brejnev n'est pas aussi pacifique que lui, il doit être anéanti. Et c'est seulement par la défense active de l'URSS, des acquis de l'URSS, par la classe ouvrière américaine et la classe ouvrière du monde entier, qu'on peut stopper la politique impérialiste de troisième guerre mondiale. Et cela veut dire la révolution socialiste aux Etats-Unis et la révolution politique en URSS. Parce que défondre les acquis de la révolution russe, je sens bien que c'est le même problème que la défense des acquis de mon syndicat. Et de la même manière que je dois me battre pour me débarrasser de ma bureaucratie, les travailleurs russes doivent se battre pour renverser leur bureaucratie. La défense, la défense inconditionnelle militaire de l'URSS contre l'impérialisme, c'est l'intérêt des travailleurs du monde entier."

Le rapport sur Mai 68 par Jean Thimault, rédacteur en chef du *Bo'chévnik* et membre de la Jeunesse communiste révolutionnaire (précurseur de la LCR) en 68, constituait un événement politique important pour la LTF. En effet, beaucoup de nos cadres s'éveillèrent à la politique grâce à Mai 68, et beaucoup des camarades étrangers présents se rappelaient également l'impact des luttes et des mouvements politiques de 68 dans leur pays, et surtout de la démonstration de l'immense pouvoir social de la classe ouvrière. Pendant les quelque trois heures que dura le rapport, l'attention de

l'assistance ne se relâcha pas, car les camarades se trouvaient confrontés politiquement à des événements historiques auxquels eux-mêmes ou leurs prédécesseurs politiques immédiats avaient activement participé. Tout le monde s'accorde à dire que Mai 68 fut la plus grande grève générale de l'histoire. Au moment où une série d'articles et de films essaient de reléguer 68 dans les archives de la nostalgie et de la futilité, nous maintenons que Mai 68 était une situation pré-révolutionnaire, qui échoua principalement à cause de la trahison du PCF, lequel finit par briser la grève au nom des élections, sans offrir d'alternative politique à de Gaulle, sinon un front populaire avec le politicien alors bourgeois Mitterrand. Les différents groupes centristes d'alors qui se réclamaient du trotskysme échouèrent devant le test de cette situation pré-révolutionnaire, la JCR en prônant l'avant-gardisme étudiant et l'OCI en n'allant jamais plus loin qu'une perspective syndicaliste de défaite. Ce qui manquait en 68, ce n'était pas la combativité de la classe ouvrière — ce qui manquait, c'était un parti révolutionnaire. Le camarade Thimault expliqua que:

"La question est essentiellement une question de cadres. Pour nous, la classe ouvrière ne va pas spontanément découvrir le chemin de la prise du pouvoir, y compris spontanément la classe ouvrière ne va pas rompre avec sa direction (...).

"Il faut effectivement des cadres. Y compris les gens qui [en 68] se réclamaient de la révolution, les gens qui se réclamaient du trotskysme, n'étaient pas trotskystes (...).

"Il n'y avait pas de cadres en 68 qui auraient permis de concrétiser l'opposition qu'il y avait à la base du PC — parce qu'effectivement il y avait une opposition à la base du PC en 68 — pour amener ces militants qui représentaient les gens les plus conscients et pour tirer le bilan de ce qui s'est passé en 68, pour amener ces militants à un programme révolutionnaire."

Un camarade intervint pour souligner qu'une des principales leçons de Mai 68 est que le parti révolutionnaire ne s'improvise pas simplement pendant une crise révolutionnaire. La formation de cadres trotskystes est le résultat d'années de batailles politiques et de sélection. Il appela donc les contacts et sympathisants présents à rejoindre la LTF dans sa lutte pour forger un parti d'avant-garde révolutionnaire. Comme le disait le camarade Thimault en conclusion de la dernière session des journées d'études, "Rejoignez la LTF, la seule organisation qui soit pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout!" Et dans les jours qui suivirent, 7 nouveaux camarades acceptèrent ce défi et ont rejoint nos rangs.■





Cortège de la LTF à la manifestation du 5 juin

Reagan en Europe...

Suite de la page 1

vertement la contre-révolution à renverser les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés et dégénérés du bloc soviétique.

Dans les plans de Reagan pour reconquérir la sphère soviétique au capitalisme du "monde libre", la première cible est la Pologne; le moyen choisi est Solidarnosc, syndicat-maison de la CIA et des banquiers ouest-européens. Dans son discours de Westminster, Reagan ne mentionna pas moins de dix fois la Pologne et Solidarnosc. Malgré le coup de force de décembre dernier, qui bloqua la tentative contre-révolutionnaire de prise du pouvoir par Solidarnosc, il souhaite que "la lutte continue en Pologne". Mais la perspective de voir les parachutistes de l'OTAN sauter sur Varsovie pour soutenir un soulèvement patronné par Radio Free Europe a fait frissonner même certains secteurs conservateurs de la bourgeoisie européenne. Ce ne sont pas seulement les "marcheurs de la paix" mais des secteurs influents des sphères dirigeantes d'Europe de l'Ouest qui voient l'Amérique de l'après-Vietnam frustrée d'avoir perdu sa suprématie globale, se diriger tout droit vers une apocalypse nucléaire.

Dans l'ensemble, la tournée des grands ducs de Reagan est considérée comme un échec royal. Incapable de convaincre ses congénères impérialistes d'entreprendre quelque action commune substantielle que ce soit, il a été relégué au second plan par la guerre dans l'Atlantique Sud entre la Grande-Bretagne et l'Argentine et par l'invasion israélienne du Sud-Liban. Avant de visiter la "mère des parlements", il avait assisté au sommet économique occidental de Versailles, dans le palais du Roi-Soleil. Avec son allocution dans le plus pur style "qu'ils mangent de l'austérité", le président américain a essayé de convaincre les sociaux-démocrates français et allemands des vertus de la fameuse "économie de l'offre". Mitterrand et Schmidt, de leurs côtés, tentèrent d'amener Reagan à baisser les taux d'intérêt de Wall Street qui saignent l'Europe du capital financier et ravagent les marchés monétaires internationaux. Mais tous étaient d'accord pour s'en prendre aux Japonais.

Aucun de ces chefs d'Etat impérialistes n'apprécie les croisades anticommunistes style Reagan. En dépit

de tout le soutien qu'il a apporté au réarmement de l'OTAN et au "syndicat" polonais Solidarnosc, et en dépit de ses toasts chaleureux à son "cher Ron", Mitterrand a expliqué qu'il ne voulait pas davantage d'une guerre économique avec les Russes que d'une vraie guerre, même si la ligne du PS codifiée dans un document du 2 juin sur "la paix, la sécurité et le désarmement" est de "contribuer à la sécurité de ses partenaires" et de renforcer la force de "dissuasion" qui lui permettrait d'affirmer ses principes "par exemple dans la crise polonaise", dit *Le Monde* du 4 juin. Schmidt insistait pour essayer de ressusciter la détente. Non pas que les capitalistes européens soient un tant soit peu moins antisoviétiques que leurs pareils américains. Ils sont seulement soucieux de ne pas avoir de guerre nucléaire sur leurs territoires et préfèrent saper économiquement et subvertir politiquement le bloc soviétique en encourageant les forces contre-révolutionnaires de l'intérieur, comme Solidarnosc en Pologne. Et de plus ils s'inquiètent de l'agitation chez eux; comme le faisait remarquer l'ancien premier ministre conservateur britannique Heath: "Les jeunes générations ne se préoccupent plus beaucoup de démocratie quand il y aura 30 millions de chômeurs à l'Ouest" (*Washington Post*, 9 juin).

Si les conservateurs européens ont accueilli Reagan fraîchement, les sociaux-démocrates allemands et britanniques étaient encore plus réservés. Dans un acte sans précédent, pratiquement tout le groupe parlementaire travailliste boycotta le discours de Reagan dans la Royal Gallery (on ne lui permit même pas de parler dans la grande salle de Westminster). Dans une lettre ouverte, les travaillistes dénoncèrent en termes vifs la politique "manichéiste" de Washington. "Nous rejetons sans appel une croisade idéologique contre l'Union soviétique, ainsi que la tentative de faire de cette dernière la cause unique, ou même principale, des conflits dans le monde", déclaraient les dirigeants travaillistes qu'on peut difficilement accuser d'être pro-Russes. Ils ajoutaient: "Nous pouvons vous informer que le mouvement de la paix n'est pas inspiré par les communistes; il n'est ni pacifiste ni nécessairement neutraliste." Rien n'est plus vrai. Mais pour Reagan, quiconque n'est pas avec lui dans sa course à la guerre antisoviétique est contre lui. Y compris les politiciens britanniques "roses" comme le travailliste de "gauche" Tony Benn... ou même le "socialiste" de la CIA Denis Healey.

«Pour une Europe déreaganisée»

A force de parler d'une guerre nucléaire "limitée" et "gagnable" sur le continent européen, les hommes de Reagan ont fichu une frousse terrible à des millions d'Européens. Le déclin de la puissance économique de l'impérialisme US et l'émergence à Washington d'un bellicisme antisoviétique dément ont produit en Europe de l'Ouest un mouvement de la "paix" nationaliste dirigé par les sociaux-démocrates. Peu avant la visite de Reagan en Grande-Bretagne, quelque 250.000 personnes participèrent à un rassemblement appelé par le Committee for Nuclear Disarmament (CND - Comité pour le désarmement nucléaire) afin de protester contre la présence du cow-boy à la gachette facile. En Italie, 250.000 personnes participèrent à une manifestation principalement organisée par les "eurocommunistes" qui appellent explicitement et avec virulence au désarmement multilatéral. En France, au contraire, le PCF montra sa loyauté au gouvernement du "socialiste" de l'OTAN Mitterrand en ne faisant rien, absolument rien du tout, qui aurait pu perturber la visite du président américain et même vit-on Fiterman servir de guide à une des délégations à Versailles. Il faut dire que Marchais, quelques jours avant, avait réaffirmé avec force son total accord sur la politique étrangère de l'antisoviétique Mitterrand.

Mais la réception accordée à Reagan en Grande-Bretagne et en France fut tout simplement chaleureuse en comparaison de ce qui l'attendait en Allemagne de l'Ouest. Le correspondant du *New York Times* se plaignait de ce que les principaux magazines ouest-allemands le dépeignaient comme "un belliciste simple d'esprit et une menace pour la population allemande". De fait, *Der Spiegel*, en couverture, le qualifiait d'"hôte indésirable". Et si le rassemblement de masse pour la "paix" qui réunit 400.000 personnes lors du sommet de l'OTAN, le 10 juin à Bonn, se déroula de façon détendue, l'accueil de Reagan à Berlin-Ouest fut franchement déplaisant. L'année dernière le général Haig avait failli se faire chasser de cette "ville du front", jadis la vitrine de l'Ouest. Reagan ne se hasarda pas plus de trois heures dans la ville-île du "monde libre", enclavée 300 kilomètres à l'intérieur de l'Allemagne de l'Est. Il était protégé par 17.000 flics de Berlin-Ouest et des puissances alliées occidentales, et il n'osa pas s'aventurer, à pied ou en voiture, dans les rues, se rendant d'un point à un autre en hélicoptère.

Pour rester dans l'esprit véritable de cette "croisade pour la liberté", toute manifestation fut ce jour-là interdite, à l'exception du rituel anticommuniste devant le mur de Berlin. Les semaines précédentes la police avait fait des descentes chez de nombreux militants de gauche de la ville, de sorte qu'il soit clair que, si l'on voulait perturber la visite du grand chef impérialiste, le prix à payer serait très lourd. Ainsi, alors que la veille 80.000 personnes étaient descendues dans la rue pour un pique-nique de la "paix", le 11 juin seuls 3.000 "radicaux", principalement des spontanistes, affrontèrent les flics à quelques pâtés de maisons de l'endroit où Reagan se lamentait sur le mur. Le ministre de l'intérieur de Berlin déclara que la répression avait été "d'une brutalité et d'une intensité horribles". Le contraste était frappant entre la visite triomphale de John Kennedy à Berlin-Ouest il y a plusieurs années, et ce raid de commando sur l'ancienne capitale allemande devenue hostile. En 1982, Reagan n'était pas un Berlinois.

Les protestations contre sa visite n'étaient pas anti-impérialistes. Elles étaient au mieux anti-américaines, quand elles n'étaient pas aussi complètement antisoviétiques, comme avec les mots d'ordre "Ni Pershing ni SS-20" ou "Pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne". Un des thèmes favoris de ces manifestations euro-pacifistes social-patriotes était "Pour une Europe déreaganisée". La tendance spartaciste internationale (TSI), au contraire, publia une déclaration sous le titre "L'ennemi principal est dans notre propre pays!" et "En finir avec la campagne de guerre antisoviétique de l'OTAN par la révolution prolétarienne" (Cf. supplément au *Bolchévik* n° 33, juin). La déclaration de la TSI, distribuée à des milliers d'exemplaires en Grande-Bretagne, France et Allemagne, notait que:

"L'Amérique capitaliste est l'ennemi numéro un des travailleurs du monde entier. Mais l'anti-impérialisme n'est pas égal à l'anti-impérialisme. Dans la bouche des sociaux-démocrates et des staliniens, la rhétorique anti-américaine ne sert qu'à innocenter leur propre bourgeoisie.

(...)

"A bas l'OTAN et le Marché commun! A bas l'atlantisme et la force de frappe!"

France

Paris — La caractéristique la plus significative de la manifestation anti-Reagan du 5 juin était sa petite taille (environ 20.000 personnes), comparée à celle des autres capitales d'Europe de l'Ouest. Ceci reflétait essentiellement l'abstention et le sabotage francs et massifs du PCF. La direction du PCF expliqua clairement à sa base que les militants du parti ne devaient pas descendre dans les rues le 5 juin; à la place elle appela à une contre-manifestation le 20

Pas de nouveaux accords d'Evian pour le Salvador, victoire militaire pour les insurgés de gauche, Ligue trotskyste

juin, quand Reagan serait loin. Ainsi, dans ce pays où la classe ouvrière est pour une bonne partie pro-soviétique, les protestations contre ce fanatique antisoviétique furent de peu d'ampleur comparées à ce qui se passait dans les fiefs de la social-démocratie de guerre froide comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest. L'incapacité du stalinisme à s'opposer à la course à la guerre antisoviétique ne saurait apparaître plus clairement.

Beaucoup de gens croient que la non-participation symbolique de la France à l'OTAN va d'une manière ou d'une autre lui éviter de sombrer dans une troisième guerre mondiale nucléaire. Ce genre d'illusions n'a bien entendu pas empêché Pierre Mauroy de participer au sommet de l'OTAN et de l'assurer de la "totale fidélité" de la France à l'alliance atlantique. Plus important, la petite taille des manifestations anti-Reagan montre concrètement comment le front-populisme démobilise les masses. La gauche et l'"extrême gauche" étaient incapables de faire descendre des centaines de milliers de personnes dans les rues contre Reagan, "le cher Ron" de Mitterrand, parce qu'eux-mêmes ont systématiquement justifié et soutenu l'offensive antisoviétique de Mitterrand. Particulièrement à propos de la Pologne; il n'y a qu'en France que l'on vit en décembre dernier de grandes manifestations pro-Solidarnosc unissant tout le monde, depuis les fascistes jusqu'aux sociaux-démocrates en passant par l'"extrême gauche".

La manifestation du 5 juin avait été initialement appelée par les trois principaux groupes pseudo-trotskyistes: le PCI (ex-OCI) de Pierre Lambert, la LCR d'Alain Krivine et lutte ouvrière. Bien que la ligne de la manifestation soit dans la veine de l'euro-pacifisme réformiste qui est hautement respectable à Londres ou Bonn, le gouvernement Mitterrand a mis le holà et cherché à mobiliser l'opinion publique contre cette initiative. Le très pro-gouvernemental le *Matin* l'accusa d'être prosoviétique et terroriste, et le 4 juin le secrétaire du PS, Lionel Jospin, dénonça la manifestation comme étant "d'inspiration unilatérale". C'en était trop pour le PCI, dont le virulent antisoviétisme ne le cède en rien à celui des sociaux-démocrates officiels. Les lambertistes se retirèrent de la manifestation à la dernière minute, reprenant à leur compte les dénégations hystériques du gouvernement [sur Action directe].

En réalité le 5 juin était un exemple typique de social-pacifisme, le mot d'ordre principal étant "A bas le fauteur de guerre Reagan!". Le plus grand cortège, celui de la LCR, ne comportait aucune banderole contre l'impérialisme français ou contre le gouvernement Mitterrand. Par contre, les 80 participants du cortège de la Ligue trotskyste de France (LTF) affichaient bien haut la tradition du léninisme et de la défense de l'Union soviétique. Parmi les mots d'ordre de nos banderoles: "Mitterrand/Reagan fauteur de guerre antisoviétique" et "Mitterrand soutient Solidarnosc contre-révolutionnaire et lâche ses CRS contre les grévistes — rompez avec le front populaire!" Notre cortège attira l'attention, entre

autres, de *Libération*, qui annonça dans son numéro du 7 juin "un nouveau né dans la galaxie trotskyste hexagonale" et ajoutait: "A retenir, ce slogan de la LTF: 'Cuba, l'URSS, leur défense commence au Salvador!'. La combativité de la LTF avait attiré plusieurs militants inorganisés et quelques membres du PCF dans notre cortège. Le 5 juin on distribua en tout 7.000 exemplaires du supplément au *Bolchevick* avec la déclaration de la TSI, "L'ennemi principal est dans notre propre pays".

Grande-Bretagne

Londres — La marche anti-Reagan du 6 juin, à Hyde Park, eut lieu dans un climat politique dominé par le chauvinisme populaire déchaîné par l'aventure coloniale jusque là couronnée de succès de Margaret Thatcher aux Falkland/Malvinas. Pensant que cette ambiance d'unité patriotique avait temporairement éclipsé la question de la "paix", les organisateurs de Committee for Nuclear Disarmament (CND — Comité pour le désarmement nucléaire) furent surpris de voir quelque 250.000 personnes descendre dans la rue. Du point de vue politique, la manifestation combinait le nationalisme de la "petite-Angleterre" avec le pacifisme style "Arrêtez le monde, je veux descendre", résumé par les mots d'ordre "Défendons la Grande-Bretagne, défendons la paix" et "Pour une Europe déreaganisée". Judith Hart, membre de la "gauche" travailliste et Dame de l'Empire britannique, parlant à la tribune, ajouta: "Chaque pays a la responsabilité d'avoir une politique de défense cohérente et raisonnable."

La manifestation eut lieu au moment précis où la "dame de fer" Thatcher préparait l'assaut final et sanglant de sa guerre de l'Atlantique Sud. Malgré les initiatives initiales de CND pour organiser des manifestations de la "paix" autour du conflit des Falkland Malvinas, quand on en vint à cette grande manifestation, ces gens (et leurs auxiliaires de la gauche du Parti travailliste, du parti communiste et de l'International Marxist Group) se donnèrent bien du mal pour que cette question reste au second plan. Après tout, certains "marcheurs de la paix" de longue date de CND comme le dirigeant du Parti travailliste Michael Foot, soutenaient Thatcher à 100% dans la guerre. Les quelques orateurs de "paix" qui parlèrent véritablement de cette guerre, comme Tony Benn, ne firent que plaider pour une politique plus rationnelle pour l'impérialisme britannique. Au lieu d'une guerre, ils voulaient des sanctions économiques contre l'Argentine et l'intervention de l'ONU.

S'opposant clairement au nationalisme anti-"superpuissances" et au social-pacifisme des bennistes et de leurs bateleurs de gauche, les 100 manifestants du cortège de la Spartacist League/Britain (SL/B) exigeaient: "A bas l'OTAN, défense de l'Union soviétique". On pouvait lire sur une autre banderole: "Falkland: les travailleurs n'ont pas à choisir leur camp — l'ennemi principal est dans notre propre pays!" Attirant l'attention sur l'autre sale guerre de la Grande-Bretagne, la SL/B scandait "Les troupes



Londres — le ton de la marche «anti-Reagan» était donné par le slogan «Défendons la Grande-Bretagne, défendons la paix». Nos camarades y opposaient «A bas l'OTAN, défense de l'URSS».

hors d'Irlande maintenant!" Comme par le passé, les pacifistes de CND répondirent à notre politique marxiste révolutionnaire en appelant les flics. Un inspecteur expliqua à nos camarades que CND avait conclu un accord avec la police de la ville pour les exclure de la marche s'ils lançaient des mots d'ordre auxquels ils étaient fortement opposés. Mais ils furent incapables de maintenir cette exclusion, et nos camarades purent défiler avec les mots d'ordre "Benn parle de désarmement, Brejnev de détente, mais ce que nous voulons c'est la révolution mondiale". Plusieurs personnes attirées par leurs mots d'ordre se joignirent à leur cortège en chemin et on distribua plus de 20.000 suppléments contenant la déclaration de la TSI.

Allemagne de l'Ouest

Francfort — Le rassemblement de 400.000 personnes, le 10 juin à Bonn, soutenu par les organisations de jeunesse des sociaux-démocrates et des libéraux (représentant les milieux d'affaires), qui sont les deux partenaires de la coalition gouvernementale, fut la plus importante des manifestations anti-Reagan. C'était peut-être aussi la plus pure expression d'euro-pacifisme, avec son opposition soigneusement dosée à la fois à l'impérialisme US sanguinaire et à l'Etat ouvrier dégénéré soviétique. Les mots d'ordre "Transformez les épées en charrues à l'Est comme à l'Ouest" et "Contre l'OTAN et le Pacte de Varsovie!" dominaient le ton. Il y eut très peu sinon aucune attaque contre l'impérialisme allemand, contre par exemple le soutien apporté par Bonn à la junte meurtrière de Turquie. Bien au contraire. De plus en plus la gauche ouest-allemande parle de la principale puissance industrielle de l'Europe capitaliste comme si c'était une quelconque néo-colonie américaine du "tiers-monde".

Plus encore que dans les autres pays européens, le mouvement de masse pour la "paix" d'Allemagne de l'Ouest est associé avec les ambitions de sa propre bourgeoisie à reconquérir l'Europe de l'Est. Le programme largement répandu d'une "Allemagne neutre et réunifiée" n'est qu'un appel à peine voilé à la restauration du capitalisme en Allemagne de l'Est (la RDA). Il était par conséquent particulièrement important pour nos camarades de la Trotskistische Liga Deutschlands (TLD) d'insister sur la défense du bloc soviétique contre l'impérialisme, y compris contre ses représentants sociaux-démocrates "pacifistes" ou "neutralistes". La cinquantaine et plus de participants au cortège de la TLD à la manifestation de Bonn défilaient avec le mot d'ordre: "La défense de l'Union soviétique commence à Berlin!". Sur une des principales banderoles: "Pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne! Révolution sociale à l'Ouest, révolution politique à l'Est!".

De l'autre côté du Rhin, se tenait une manifestation de taille respectable et plus à gauche, environ 20.000 personnes venues à l'appel du Marxistische Gruppe (MG). Le MG critiquait le rassemblement of-



Spartacist

Les cortèges spartacistes (ici à Bonn et Paris) ont repris le mot d'ordre de Liebknecht: «L'ennemi principal est dans notre propre pays!»

Sur les banderoles de nos camarades allemands: «La défense de l'URSS commence à Berlin», «Réunification révolutionnaire de l'Allemagne!»



Xavier Tim

La guerre froide ébranle le Parti travailliste britannique

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de l'article "Labour's Cold War" paru dans le n°41 de *Spartacist Britain* (avril), le mensuel de la section britannique de la tendance spartaciste internationale, la Spartacist League/Britain. Le Parti travailliste est le parti historique de masse du prolétariat britannique. Il ne peut y avoir de révolution socialiste prolétarienne en Grande-Bretagne tant que la plupart des ouvriers combattifs et ayant une conscience de classe n'auront pas été arrachés au réformisme travailliste. Il est par conséquent d'une importance décisive pour le développement d'un parti révolutionnaire d'avant-garde en Grande-Bretagne d'avoir des tactiques correctes envers le Parti travailliste et d'intervenir dans ses luttes internes.

Ces derniers temps, un vent de changement et de crise souffle sur le Parti travailliste. Avec l'importante scission à droite début 1981, qui a conduit à la formation du Parti social-démocrate (SDP), et la campagne de "gauche" menée avec pugnacité par Tony Benn, le Parti travailliste donne de plus en plus l'image d'un parti "radicalisé" plutôt que l'image de l'opposition loyale à Sa Majesté du temps jadis. Ses dissensions internes ont été aggravées par les récents succès de l'alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux lors des dernières élections partielles et dans les sondages d'opinion, et elles laissent présager encore plus de défections dans son groupe parlementaire. Il est dans l'intérêt de l'avant-garde révolutionnaire d'approfondir cette scission, ce qui permettra par la suite de liquider plus efficacement les illusions de la classe ouvrière dans le travaillisme de gauche.

La lutte pour la vice-présidence du parti entre Benn et Denis Healey, en septembre dernier, fut considérée par les masses influencées par le Parti travailliste comme une bataille pour l'avenir de la direction entre deux camps bien délimités: la gauche et la droite; droite et gauche s'opposaient de façon peut-être encore plus nette qu'au cours des affrontements entre Aneurin Bevan et Hugh Gaitskell dans les années 50. La nouvelle offensive de guerre froide antisoviétique menée par l'impérialisme américain, dans le contexte du vertigineux déclin du capitalisme britannique, a provoqué une polarisation marquée au sein du Parti travailliste. Healey est le représentant par excellence de l'établissement travailliste pro-guerre froide, pro-OTAN et pro-CIA dont beaucoup de figures de proue ont filé dans le Parti social-démocrate. Benn n'est cependant pas un socialiste "radical" mais au contraire un partisan de la "petite Angleterre" (contre le Marché commun, pour le désarmement nucléaire unilatéral), le tout recouvert d'une mince couche de vernis "gauche". [Le proverbe britannique qui exprime de la façon la plus saisissante l'"esprit de clocher" de la "petite Angleterre" est: "Brouillard sur la Manche, le continent est isolé." Il se trouve des députés travaillistes pour se vanter de ne jamais avoir possédé de passeport.] Comme Lénine, nous cherchons à mettre au pouvoir ceux qui se prétendent socialistes du genre Benn, dans le parti comme dans le gouvernement, tout en mettant en garde, à chaque étape, les travailleurs qui les soutiennent que ce sont des traîtres et qu'ils vont encore trahir — de façon à gagner ces militants quand la dure vérité apparaît au grand jour.

Suivant les masses pour une part et partageant leurs illusions pour une autre, la kyrielle de groupes pseudo-trotskystes que compte la Grande-Bretagne s'est il y a peu liquidée *de facto* dans le Parti travailliste où chacun se dispute le titre du meilleur benniste. Le centrisme britannique représente plus que jamais un obstacle à la lutte pour arracher la classe ouvrière à l'idéologie social-démocrate et la gagner au communisme. C'est la tâche que s'est fixée la Spartacist League/Britain, et c'est pour cela, que nous voulons

que Denis Healey soit battu et ne se retrouve pas à la tête du Parti travailliste.

Vivement encouragés par les médias bourgeois et s'appuyant sur une partie de la classe moyenne qui cherche un moyen d'échapper à la lutte des classes, le SDP et ses alliés libéraux menacent de briser la domination bipartite que conservateurs et travaillistes exercent sur la politique parlementaire depuis la dernière guerre. L'irrésistible ascension du SDP, depuis la "déclaration de Limehouse" de Shirley Williams, David Owen, William Rodgers et Roy Jenkins — la bande des quatre — il y a un an, a donné matière à réflexion aux hautes sphères de la bourgeoisie. D'un côté, un Parti travailliste profondément déchiré auquel on ne saurait se fier; de l'autre le Parti conservateur de Thatcher, largement discrédité. Certains secteurs de la bourgeoisie voient maintenant dans le SDP une lueur au bout du tunnel.

A l'intérieur du Parti travailliste, la profonde division entre gauche et droite, qui s'est manifestée dans la scission du SDP et s'est ensuite reflétée dans la féroce bataille pour la vice-présidence, continue à déchirer le parti.

Scission à froid de guerre froide

Le profond schisme que connaît aujourd'hui le Parti travailliste n'est pas simplement la conséquence habituelle du retour du parti dans l'opposition: il n'est pas seulement dû aux efforts de ses dirigeants pour redorer quelque peu son blason "socialiste" auprès des travailleurs que des années de trahisons perpétrées sur les bancs de la Chambre des Communes ont rendus méfiants. C'est pourquoi la plaie ne se refermera pas facilement; c'est pourquoi les camps en présence sentent bien que le Parti travailliste ne peut plus continuer comme avant. Normalement, la gauche et la droite du parti vivent en symbiose; les deux font la paire pour attaquer la classe ouvrière: pendant que les uns endorment les travailleurs avec de belles paroles sur le socialisme, les autres font le sale boulot des patrons (à moins qu'ils ne le fassent tous ensemble). C'est effectivement comme cela que ça s'est passé sous le dernier gouvernement travailliste [Callaghan, en 1974-77], où le rôle essentiel de Benn a été de fournir une couverture de gauche aux trahisons anti-ouvrières. Mais aujourd'hui cette symbiose n'est plus qu'un souvenir.

D'une façon déformée et tortueuse, c'est bien une ligne de classe qui passe à l'intérieur du Parti travailliste, sous la pression du renouveau de guerre froide antisoviétique, entre les réformistes de la "petite Angleterre" et les "internationalistes" partisans de l'OTAN et de la CIA; il manque à cette polarisation une base programmatique claire, mais elle reflète les questions de classe à l'intérieur du pays, et on ne saurait l'en isoler. Comme nous l'écrivions à l'époque de la scission du SDP:

"La fragilité actuelle de l'économie capitaliste ne permet plus de manœuvres réformistes; plus de politique de 'relance' social-démocrate qui tienne (...). Mais c'est la situation internationale qui fournit la clé pour comprendre ce qui se passe dans le Parti travailliste. Le tapage qu'ont fait les impérialistes autour de l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique a été le signe que le temps de la guerre froide était revenu pour de bon; l'arrivée au pouvoir de Reagan l'a rendu officiel (...).



Tony Benn: le dirigeant de l'aile gauche du Parti travailliste

"Avant tout la 'bande des quatre' sait bien que le capitalisme britannique n'a d'autre avenir que celui de partenaire subalterne de l'impérialisme US."

— *Spartacist Britain* n°30, mars 1981

Déchu de sa position hégémonique et devenu simplement la plus puissante parmi d'autres puissances impérialistes (un déclin montré et en partie exacerbé par son humiliante défaite au Vietnam), l'impérialisme américain s'est préparé, avec la campagne antisoviétique des "droits de l'homme" menée par Carter, à une confrontation militaire directe avec l'Union soviétique — confrontation qui vise à une redistribution des marchés mondiaux sur les ruines de l'Etat ouvrier soviétique. La crise économique internationale qui nourrit cette course à la guerre antisoviétique se conjugue avec le déclin structurel, à long terme, de la Grande-Bretagne. Pour arriver à se maintenir au rang de puissance impérialiste, les secteurs dominants de la bourgeoisie britannique ne voient pas d'autre moyen que d'émasculer les syndicats et de faire preuve d'une totale allégeance envers l'alliance atlantique.

C'est dans ce contexte que les contradictions du Parti travailliste, en tant que parti ouvrier bourgeois, ont commencé à apparaître au grand jour dans toute leur acuité. En tant que défenseur des intérêts du capitalisme britannique, le noyau dirigeant de la bureaucratie travailliste d'après-guerre s'est fait avec constance l'avocat de l'"American connection", muselant, quand il était au pouvoir, les syndicats en maniant alternativement la carotte réformiste et le bâton de la répression.

La politique de la gauche benniste — qui consiste essentiellement à répudier le passé honteux du dernier gouvernement travailliste et à essayer d'une manière utopique et unilatérale de sortir la Grande-Bretagne du bourbier de la guerre froide — est une impasse réformiste du point de vue des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière. Mais elle risque de faire du Parti travailliste un parti aberrant dans les conditions actuelles, un parti incapable aux yeux de la bourgeoisie de gouverner d'une manière "responsable". Incapable de contrôler la montée du bennisme, une grande partie de la direction droitière historique du parti est en train de remettre en question la nécessité de disposer d'un mouvement syndical en tant que base d'opérations politiques, et elle a entrepris, ou envisagé, de rompre ouvertement avec le mouvement ouvrier.

Il est crucial pour des marxistes, qui cherchent à briser l'état du réformisme travailliste sur la classe ouvrière et à forger une avant-garde révolutionnaire qui conduise le prolétariat au pouvoir, de comprendre correctement et d'avoir une orientation tactique adéquate à l'égard des réalignements politiques dans et autour du Parti travailliste, y compris une réévaluation

tion de notre attitude par rapport à la confrontation Benn-Healey pour la vice-présidence.

La social-démocratie est un rempart de l'anticommunisme depuis la Révolution russe de 1917 et la fidèle servante de sa "propre" bourgeoisie depuis la Première Guerre mondiale. Mais on ne peut comprendre les remous actuels au sein du Parti travailliste et les racines de la scission du SDP que si l'on tient compte du rôle ouvertement pro-impérialiste que joue la direction du Parti travailliste — en particulier Denis Healey et les dirigeants actuels du SDP — dans la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. Healey, Jenkins, Rodgers et Cie sont les descendants directs de la bureaucratie travailliste de guerre froide des Clement Attlee, Ernest Bevin and Hugh Gaitskell, forgée dans la lutte contre le communisme de Berlin à Rome et de la Tchécoslovaquie à la Corée.

En dehors de Westminster, Denis Healey était un des agents clés de ce "socialisme de la CIA". Lors de la conférence du Parti travailliste en 1945, Healey, ex-communiste, avait appelé le parti à "protéger, soutenir, encourager et aider de toutes les manières possibles la révolution socialiste là où elle apparaîtrait" (cité dans *Parliamentary Socialism* de Ralph Miliband). Mais il fit rapidement un tournant à droite et fut bientôt mis à la tête de la section internationale du parti où, sous la tutelle des Américains, il aida à reconstruire la Deuxième Internationale socialiste dans la droite ligne de la guerre froide. Il contribua activement à l'organisation d'une scission droitiste des socialistes italiens en 1948 lorsque la direction Nenni refusa de faire campagne contre les communistes. Vers la fin des années 40, il joua un rôle clé en collaborant avec les sociaux-démocrates les plus droitiers et les plus pro-impérialistes en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays d'Europe de l'Est; il essaya de renforcer ces oppositions puis organisa la fuite à l'Ouest de plusieurs dirigeants sociaux-démocrates après la consolidation du pouvoir des communistes.

Durant toutes les années pendant lesquelles les travaillistes étaient au gouvernement, et pendant les années où ils étaient dans l'opposition, après 1951, les partisans de la guerre froide et de la chasse aux sorcières continuèrent à "faire confiance à Mr. Healey". Il y eut une pléthore de publications et d'organisations — *Socialist Commentary*, *Encounter*, *New Leader* américain (dont Healey était le correspondant londonien), *Congress for Culture Freedom*, *European Movement*, *Institute for Strategic Studies*, *Bildeberg group* — qui continuèrent la lutte pour l'alliance atlantique. Une grande partie de ces organisations ou publications étaient financées sous une couverture quelconque par la CIA.

La politique internationale anti-ouvrière flagrante de la direction du parti n'a évidemment pas été sans rencontrer d'opposition. L'opposition la plus importante dans les années 50, qui était dirigée par Aneurin Bevan (et soutenue, entre autres, par le jeune Harold Wilson et Michael Foot) était dans les grandes lignes similaire au mouvement actuel de Tony Benn. Contre la politique de la droite du parti, ils mirent en garde sur les effets que les dépenses militaires de la guerre froide auraient sur les services sociaux du pays et voulaient que la Grande-Bretagne joue un rôle "indépendant" dans les affaires internationales, ou si nécessaire, qu'elle s'en retire. Bevan démissionna du gouvernement en 1951, non sur des questions internationales à proprement parler (il venait justement de parler et de voter en faveur de la ligne de la direction sur la Corée), mais en opposition à une tentative de réduction du budget des services sociaux de la santé.

Callaghan/Healey et la nouvelle gauche travailliste

Mais, chaque gouvernement travailliste était plus ostensiblement hostile aux intérêts de sa propre base ouvrière que le précédent, la pression continua à monter. A la fin des années 60, la bourgeoisie désespérément de plus en plus de pouvoir mater les syndicats. Lorsque le gouvernement Wilson tenta en 1969 d'imposer la "paix sociale", il faillit provoquer une confrontation majeure. Wilson fit marche arrière et les conservateurs revinrent au pouvoir. Heath essaya de faire plier les mineurs et subit une cuisante défaite. Les attaques directes des conservateurs contre les syndicats s'étaient soldées par un échec sur toute la ligne, les travaillistes revinrent au pouvoir en 1974, s'appuyant sur les illusions retrouvées de la base ouvrière du parti. Quelques années de contrat social (c'est-à-dire d'austérité), de brisage de grèves et de coalition de front populaire parlementaire entre le Parti libéral bourgeois et le Parti travailliste, effritèrent de plus en plus ces illusions. Finalement ce fut l'explosion de mécontentement syndical de l'hiver 1978-79 qui ébranla la crédibilité du gouvernement Callaghan, en particulier sur son aptitude à tenir tête aux syndicats.

Le gouvernement travailliste ayant perdu tout contrôle sérieux sur sa base ouvrière, les préférences

traditionnelles de la bourgeoisie pour un gouvernement conservateur l'emportèrent à nouveau. Thatcher avait de bonnes références comme pourfendeuse de syndicats et faucon de guerre froide. Après la victoire des conservateurs, les règlements de compte commencèrent dans le Parti travailliste.

Le régime Callaghan/Healey avait été impopulaire non seulement dans la base du parti, parmi les syndicalistes, mais aussi chez les petits et même les gros bureaucrates syndicaux qui trouvaient que la façon autocratique dont avait été imposée l'austérité du contrat social, sans la moindre consultation, leur avait rendu la vie bien dure.

Il devint rapidement clair que Callaghan était plus gênant qu'utile, tant vis-à-vis de la bureaucratie syndicale et des militants que de la base ouvrière en général qui soutient le parti. Il devenait aussi évident que Denis Healey, ancien ministre des finances — le "dur" de l'ancien cabinet, celui qui était le plus directement responsable pour avoir fait mordre la poissière aux travailleurs — ne faisait pas un successeur viable.

Benn, qui n'avait pas bronché pendant ces cinquante années d'attaques contre les syndicats et qui après garda un quasi-silence particulièrement scandaleux pendant les trois mois que dura la grève de la sidérurgie, se mit à la tête d'un mouvement de réaction contre le contrat social et la coalition, cherchant ainsi à canaliser le mécontentement de la base vis-à-vis de la direction du parti. Erils attaqua l'"American connection" en des termes typiquement nationaux-réformistes. L'antisoviétisme ne fait par ailleurs aucun doute: condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan, refus de s'opposer formellement à l'OTAN. A propos de la tentative contre-révolutionnaire de Solidarnosc en décembre, Benn s'enthousiasmait de ce que "les Polonais ont eu le courage de se dresser contre le Kremlin". Mais c'est son soutien sans réserve et son identification au mouvement, en plein essor, pour le désarmement unilatéral qui explique le durcissement de l'opposition bourgeoise qui, étant donné ses relations de dépendance avec les "cousins américains", ne veut pas d'un Parti travailliste dominé (et encore moins dirigé) par Benn, et qui soutient donc la scission du SDP. Benn est certes sorti du même moule politique réformiste-nationaliste que Bevan, mais les temps ont changé: c'est la reprise ouverte de la guerre froide qui a donné à la division gauche/droite sa dimension historique et qui a amené le parti à la scission.

Incapable de contrôler le début de remise en cause par le parti, qui continua sa poussée à gauche, des deux piliers du coalitionnisme et de l'establishment de guerre froide, la droite décida qu'il était temps de commencer à abandonner le navire. David Owen revint de New York où il avait assisté à une réunion de la Commission trilatérale — le fameux "gouvernement secret du monde" fondé par David Rockefeller et qui compte dans ses rangs des sommités impérialistes comme Zbigniew Brzezinski et Georges Ball (sans parler de Healey, Callaghan et Heath) — pour lancer officiellement les Sociaux-Démocrates.

Il est peu probable que Benn prenne la tête d'un courant centriste, mais la crise à l'intérieur du Parti travailliste, qui s'est manifestée lors de la scission du SDP, était bien réelle. Et c'est dans ce contexte que quelques mois plus tard la bataille pour la vice-présidence qui opposait Benn à Healey a commencé, en l'absence d'un dirigeant d'envergure. La position de la Spartacist League/Britain fut de ne soutenir ni Benn ni Healey (ni John Silkin, un "modéré de gauche" qui était l'homme de l'ancien ministre des finances). Tout en notant que "la vie interne du Parti travailliste est beaucoup plus animée et marquée par des divisions politiques beaucoup plus graves qu'elle ne l'a jamais été depuis l'époque de la lutte Gaitskell/Bevan", nous félicitant du discrédit de la direction droitiste de Callaghan/Healey et dénonçant les radotages de nos opposants pseudo-trotskystes sur la nécessité de "défendre l'unité du Parti travailliste", nous écrivions:

"Benn exploite le rassemblement de la base contre les artisans du contrat social et présente une image de gauche soigneusement étudiée. Mais pour ce qui est des aspects programmatiques fondamentaux, Benn



Der Spiegel Photo

Denis Healey: agent clé du "socialisme de la CIA"

reste complètement dans le cadre de la social-démocratie britannique — antisoviétisme pro-OTAN, social-chauvinisme en Irlande, relance autarcique combinée avec le blocage des salaires, collaboration de classe avec 'la participation', parlementarisme. Il n'a jamais renié sa carrière de ministre, la plus longue de tout le parti. Nous ne donnons aucun soutien à la campagne de Benn pour la vice-présidence." — "Tâches et perspectives" de la Spartacist League, reproduit dans *Spartacist Britain* n°36, octobre 1981 (souligné dans l'original)

Comme caractérisation générale du réformisme de la "petite Angleterre" de Benn, c'était et cela reste correct. Nous avions cependant sous-estimé l'étendue de la crise à l'intérieur du Parti travailliste et n'avions donc pas pu en tirer les conséquences tactiques appropriées, étant donné notre compréhension du rôle central joué par la guerre froide dans les divisions internes du parti. Dans le contexte de la guerre froide, la différence entre les positions de Healey et celles de Benn était une question de ligne politique et pas seulement d'image de marque ou de rhétorique. Les élections donnèrent lieu à une bataille rangée sur les questions clés qui déchirèrent le parti, bien que les choix aient été présentés négativement: pour ou contre les chantres de la guerre froide au service de la CIA; pour ou contre les artisans de la politique de coalition et d'austérité. Peut-on douter qu'une victoire de Benn aurait provoqué des départs en masse des droitiers, laissant derrière eux un parti instable dominé par la gauche? La situation exigeait d'un groupe trotskyste de propagande, qui cherche à arracher la base ouvrière du Parti travailliste à ses dirigeants pro-capitalistes traités pour la gagner à un programme révolutionnaire, qu'il accorde un soutien critique à Tony Benn — afin d'exacerber et d'exploiter la scission commencée avec la formation du SDP, de chasser l'aile droite ouvertement liée à la CIA et pro-impérialiste et de placer Benn dans une position où sa politique réformiste de gauche pourrait être plus efficacement démasquée et combattue.

Aujourd'hui Benn dit aux travailleurs qui subissent les attaques des conservateurs d'attendre jusqu'en 1984; demain ses remèdes miracles utopiques de la "petite Angleterre" ne serviront qu'à les endormir dans une période où les patrons pourraient bien s'en remettre aux bandes fascistes pour résoudre leurs problèmes, comme disait Trotsky, "en passant sur le corps des travailleurs". Son baratin "socialiste" en fait un obstacle d'autant plus pernicieux à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et fait de la lutte contre sa mouture de trahison réformiste une tâche d'autant plus importante pour le noyau d'une avant-garde révolutionnaire. Stop à la chasse aux sorcières contre la gauche! Plus jamais les trahisons de Callaghan/Healey! Chassez du Parti travailliste les partisans de l'OTAN et de la CIA! Non au réformisme de la "petite Angleterre" de Benn; pour une direction révolutionnaire et internationaliste du mouvement ouvrier! En avant vers le parti trotskyste et la révolution socialiste, seul espoir de l'humanité!

La "bande des quatre" du SDP: des scissionnistes du Parti travailliste



1 Hemeroteca General CEDOC



Le Bolchévik



Vivienne Gollé

Citroën, Talbot, Peugeot :

Chassez la CSL !

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la transcription revue aux fins de publication d'un rapport sur les grèves de Citroën et Talbot donné par le camarade William Cazenave au cours des journées d'études de la LTF des 12 et 13 juin. Il est essentiel pour les révolutionnaires de souligner l'importance que revêtent ces grèves pour le mouvement ouvrier industriel et d'opposer, même de façon propagandiste, un programme pour leur victoire face aux directions traîtres qui ont bradé et s'approprient à brader encore ces luttes sur l'autel du soutien au gouvernement anti-ouvrier de Mitterrand, et ce, malgré l'évidente combativité des ouvriers en grève.

- Aucune confiance dans les juges et les flics de Mitterrand!
- Pour des piquets de grève efficaces qui arrêtent les usines!
- Pour une grève générale de toute l'industrie automobile!
- Chassez la CFT/CSL des usines!
- Détachements ouvriers d'autodéfense autour des usines, dans les foyers!
- Pour un seul syndicat de toute l'industrie automobile regroupant tous les ouvriers à l'exclusion de la maîtrise, comme seul moyen réaliste efficace de contrer la terreur quotidienne imposée par le patronat de Talbot/Citroën/Peugeot!
- Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!
- Pour la victoire des grèves! Rompez avec Mitterrand!

Il y a un phénomène qu'il faut tout de suite souligner quand on s'adresse à la question des grèves de Citroën et de Talbot qui ont éclaté le mois dernier. Dans une certaine mesure — dans une certaine mesure seulement — ces grèves résultent de l'élection présidentielle du 10 mai. Ce sont des grèves de front populaire dans la mesure où il est à peu près clair que si d'une part la CGT a osé lancer ce genre d'action et si d'autre part les ouvriers immigrés se sont mis en lutte, c'est que ces derniers ont des illusions quant à la possibilité pour le gouvernement de front populaire de protéger plus ou moins ces grèves. Au fond, j'ai l'impression que les immigrés doivent se dire: "Bon, ce gouvernement, évidemment on ne l'a pas élu, puisqu'on ne vote pas, mais en tous cas c'est peut-être un ami et ça nous évitera des morts pendant les grèves."

Evidemment ce que nous avons immédiatement à dire, c'est qu'il y a là une dangereuse illusion qui s'est révélée les deux derniers jours où finalement la police de Mitterrand est intervenue pour évacuer l'usine Talbot, et ce, avec au fond l'accord implicite

sinon explicite de la CGT et de la CFDT. Donc, c'est effectivement dans une certaine mesure des grèves qui viennent en droite ligne de la vague front-populiste et des illusions front-populistes qui règnent dans ce pays aujourd'hui; qui règnent de moins en moins d'ailleurs.

Malgré le fait que les bureaucrates CGT essaient de faire croire qu'il s'agit simplement d'une question d'un peu plus de libertés, etc., ces grèves sont dominées par le problème de la CFT/CSL, de l'encadrement des ouvriers par la maîtrise. Et pourquoi la CGT a-t-elle attaqué aujourd'hui? Parce qu'elle pense qu'on peut gagner dans ce genre d'opération quand on a des ministres communistes au gouvernement. Ensuite, il faut bien le constater, c'est une pression parlementaire. Ce sont des grèves de pression parlementaire, du moins dans l'esprit de la CGT. Dans l'esprit des ouvriers qui font grève, c'est quelque chose de totalement différent. Ces grèves éclatent avant et en même temps que le débat au parlement sur la fameuse loi Auroux sur les "droits nouveaux des travailleurs".

Et pourquoi la CGT n'a pas lancé ces grèves auparavant? Ça, au fond, c'est toute la question de l'attitude des bureaucraties syndicales dans l'après-68 vis-à-vis de la vague montante de l'organisation CFT. La CFT/CSL, c'est une organisation explicitement anti-ouvrière. Elle existait avant, mais elle a crû surtout en réaction à Mai 68. Elle est explicitement anticomuniste, anti-CGT, anti-CFDT, explicitement destinée à chasser les organisations ouvrières des usines. Alors que la CFT organisait les ouvriers immigrés principalement sous le régime de la terreur quotidienne de l'embauche directe dans les villages en Tunisie et au Maroc, la CGT, la CFDT faisaient appel aux tribunaux bourgeois et lançaient des batailles juridiques sur la question de la représentativité de la CFT. D'une part, il faut noter une chose, c'est qu'ils se mettaient d'ores et déjà sur le terrain de la CFT, c'est-à-dire sur le terrain du débat reconnaissant la CFT comme une organisation syndicale légitime, ce qu'elle n'est pas. Bon, ça c'est une chose. Deuxième chose, pendant que les bureaucrates faisaient appel à l'Etat bourgeois, aux flics et aux juges, la CFT continuait son travail.

Le patronat a joué à fond sur l'insécurité totale dans laquelle vivent ces ouvriers, et la CGT a au fond alimenté ce système. Pourquoi? C'est très simple. Dans la tête d'un ouvrier immigré, est-ce que c'est une stratégie possible et convaincante que de faire appel aux tribunaux bourgeois, de faire appel aux flics pour protéger ses droits? Lui qui sait que dans son

quartier ce sont les flics qui l'arrêtent régulièrement, lui qui sait que ce sont les juges qui en procédure de flagrant délit l'envoient en prison pour des peines maximums pour de petits délits. Je crois que l'on peut dire qu'une stratégie de ce type-là était vouée directement à l'échec dans la mesure où un ouvrier immigré devait (et doit) avoir une confiance extrêmement limitée dans les juges et dans les flics de la bourgeoisie pour des raisons évidentes: lui il sait. Il sait ce que ça veut dire. Donc la CGT et la CFDT également sont simplement rentrées dans ce jeu de paternalisme ou de "protection" type mafia qui existe dans ces usines.

Maintenant elles se sont aussi battues, et ça c'est un autre point extrêmement important, sur une fameuse loi, la loi qui a été promulguée par le front populaire au sortir de la guerre en 1944, une série d'ordonnances qui, en rétablissant les organisations syndicales préexistant à Pétain, mettaient en place un système de lois qui au fond régimentent l'activité des syndicats dans la classe ouvrière. Article premier: pour être reconnu il faut avoir eu une attitude "patriotique" pendant la Deuxième Guerre mondiale. La vieille CGTU, issue de la scission réformiste dans les années vingt, n'aurait jamais été reconnue comme une organisation syndicale au vu de cette loi puisque la vieille CGTU se réclamait du défaitisme révolutionnaire pendant la Première Guerre mondiale. Ça voulait dire aussi qu'ils interdisaient par avance toute possibilité pour les trotskystes — pas seulement les trotskystes — mais eux surtout parce que à l'époque le stalinisme était extrêmement "préoccupé" par les trotskystes, — d'avoir une activité publique syndicale.

Ces lois sont simplement destinées à régimenter, à introduire la bourgeoisie dans la vie des organisations syndicales. Il y a d'autres articles de la loi qui sont aussi révélateurs, qui exigent par exemple pour qu'une organisation soit reconnue comme représentative qu'elle ait des cotisations régulières, c'est-à-dire qu'on doit ouvrir des livres de compte des syndicats devant la justice bourgeoise. D'autres qui exigent un certain nombre de syndiqués, c'est-à-dire que dans une situation où en France les syndicats sont des syndicats politiques minoritaires, c'est un moyen légal de demander la liste des membres. Donc, nous sommes contre ces lois-là. La CGT et la CFDT ont toujours cherché à battre en brèche la CFT sur les bases de cette loi-là. La CFT s'en fichait littéralement et continuait son travail quotidien de pression, de terreur, pendant que "nos" bureaucrates s'épuisaient de procès en procès. Les délégués CGT se retrouvaient toujours dans les mêmes bacs à ciment,

Falkland/Malvinas: l'ennemi principal est dans son propre pays

Diversions nationalistes

23 juin — Les répercussions de la reddition sans gloire de la garnison argentine de Port Stanley ne se sont pas fait attendre. Le ci-devant Galtieri a disparu de la scène. Dans la nuit du 14 juin, des milliers de personnes se rassemblèrent devant le palais présidentiel, scandant: "Elle va se terminer, la dictature militaire." Mais alors qu'un retour à un régime civil est exigé avec de plus en plus d'insistance, la junte a eu le plus grand mal à se mettre d'accord sur un successeur à Galtieri. Et maintenant, quel régime? Pour libérer les masses argentines de la pauvreté et de la répression, il faut mettre fin d'une façon révolutionnaire au cycle régime populiste/dictature militaire dans lequel l'Argentine est enlisée depuis une trentaine d'années. Le facteur crucial ici est une direction communiste qui résiste au torrent de nationalisme provoqué par cette querelle absurde qui ne saurait en aucune manière porter un coup à l'impérialisme. C'est l'internationalisme qui a fait le plus défaut quand le mouvement ouvrier argentin s'est enrôlé presque comme un seul homme dans la campagne de Galtieri.

Dès le début de cette guerre, la tendance spartaciste internationale (TSI) a affirmé: "Les socialistes révolutionnaires ne peuvent que se réjouir du spectacle de ces deux régimes réactionnaires impopulaires coulant leur flotte réciproque." Alors que les sociaux-patriotes se ralliaient à leur drapeau national respectif et que les pacifistes s'arrachaient les cheveux en appelant à "arrêter la guerre", la TSI mettait en avant la politique léniniste-trotskyiste du *défaitisme révolutionnaire* des deux côtés, en insistant sur les occasions extraordinaires créées par la guerre:

"La junte argentine, ébranlée voici quelques semaines seulement par de grandes manifestations ouvrières, et le gouvernement discrédité de Thatcher, qui a réduit la population britannique à la misère, peuvent être abattus après avoir subi défaites et humiliations dans la guerre."

— "Falklands: Nowhere War", *Sunday Vanguard* n° 304, 30 avril

Le dilemme de Reagan: Galtieri ou Thatcher?

Le plus frappant dans cette bizarre crise mondiale, c'est qu'elle a mis en lumière la faiblesse des USA dans leur rôle de leaders du "monde libre". La nuit précédant la conquête des Falkland/Malvinas par l'Argentine, Reagan a eu beau téléphoner à Galtieri pendant une heure (la plus longue conversation téléphonique qu'il ait jamais eue avec un dirigeant étranger) pour tenter de le convaincre de renoncer à son projet, rien n'y fit. Et la tentative de Haig pour imiter la "diplomatie de la navette" de Kissinger fit de lui la risée du monde entier.

Ce fut douloureux pour l'impérialisme US de voir la Grande-Bretagne essayer de retrouver son ancienne gloire impériale aux dépens de la junte argentine. Reagan a en effet chaleureusement applaudi les bouchers anticommunistes de Buenos-Aires. Ces derniers ont proposé d'envoyer leurs troupes d'élite pour renverser au Nicaragua les petits-bourgeois radicalisés du FSLN et liquider les insurgés de gauche au Salvador. Galtieri espérait sans doute que ses bons et loyaux services sur le front centre-américain de la deuxième guerre froide impérialiste lui donnaient droit à quelques compensations, à savoir les Falkland/Malvinas.

Mais les USA se trouvant incapables de rappeler à l'ordre une Thatcher ne démentant pas de ses prétentions impériales, Reagan a dû se résoudre à un choix déchirant entre la junte anticommuniste au Sud et les conservateurs anticommunistes de l'autre côté de l'Atlantique. Quel que fût le vainqueur, l'impérialisme US allait donc perdre. Et c'est toujours ça de gagné! Un diplomate occidental profondément navré résumait ainsi la situation: "Les Russes sont les seuls gagnants de cette crise. Tous les autres y laisseront des plumes" (*Newweek*, 26 avril).

La «perfidie Albion»

et ses défenseurs de «gauche»

Pour Thatcher, comme pour Galtieri vis-à-vis des travailleurs argentins, l'aventure de l'Atlantique Sud a été une manœuvre dans sa guerre principale: contre les travailleurs britanniques. Elle espère que l'aurole de la gloire impériale détournera l'attention de la décrépitude de la Grande-Bretagne qui, depuis son arrivée au pouvoir, a connu un effondrement économique comparable à la grande dépression des années 30.

Alors que la droite et le centre du Parti travailliste, dans l'opposition, ont applaudi aux accents victorieux de Thatcher, Tony Benn, le dirigeant de la gauche, s'est posé comme le seul porte-parole rationnel du capitalisme britannique. Les bennistes de la

"petite Angleterre" comprennent que l'attitude colonialiste anachronique de Thatcher ruine un peu plus l'économie et déstabilise l'ordre existant. Après tout, la Grande-Bretagne, au bord de la pénurie, peut difficilement s'offrir 40 navires et des milliers de soldats d'élite pour garder 1.800 *colpers* (habitants des îles), 650.000 moutons et 3 millions de pingouins!

Au fond, la ligne de Benn est que cet archipel désolé de l'Atlantique Sud ne valait pas qu'on verse le sang de "nos p'tits gars". Mais les "p'tits gars" de Benn sont ces unités d'élite qui formeraient les troupes de choc contre toute lutte révolutionnaire des travailleurs britanniques, les tristement célèbres Special Air Service (SAS) occupés il y a peu à traquer l'IRA. Quel ouvrier britannique avec un tant soit peu de conscience de classe verserait la moindre larme pour les tueurs professionnels des SAS tombés pour les Falkland/Malvinas?

En opposition aux Benn et autres variétés de sociaux-chauvins, nos camarades de la Spartacist League/Britain (SL/B) ont vu dans cette aventure coloniale d'urgence une occasion de lutter contre l'impérialisme britannique de l'intérieur. Le reportage de la TV américaine sur la manifestation du 23 mai à Londres insistant sur les banderoles de la SL/B qui proclamaient: "Falkland: les travailleurs n'ont pas à choisir leur camp — L'ennemi principal est dans notre propre pays!"

«¡Se va a acabar, la dictadura militar!»

Arrivé au pouvoir lors du coup d'Etat de Videla en 1976, le régime militaire argentin actuel s'est fixé comme un de ses principaux objectifs de briser les reins d'un mouvement ouvrier combatif. Arrestations



de centaines de dirigeants syndicaux; dissolution des fédérations nationales; mise sous tutelle des fédérations locales. Blocage des salaires et "libération" de tout contrôle des prix, entraînant une réduction des revenus réels des travailleurs de moitié en moins d'un an (et baisse de 61% entre 1974 et 1977) — une amputation du niveau de vie presque sans précédent (au Chili après le coup d'Etat de 73, les salaires réels ne baissèrent "que" de 40%).

Mais en dépit de la répression et de la dépression, les luttes ouvrières ne cessèrent pas. Les généraux ne parvinrent pas à briser les reins au mouvement ouvrier, mais seulement à le contraindre à la clandestinité. En juillet-septembre 1976, à Cordoba, grève des ouvriers de l'automobile. En 1979, occupations d'usines en particulier dans l'automobile et la métallurgie. En juin 1981, grève des ouvriers de l'automobile non pas contre leurs patrons mais directement contre la politique économique de la junte. A mesure que sa banqueroute devenait de plus en plus évidente, le régime militaire commençait à chanceler. L'année dernière, le pays eut trois présidents, les généraux Videla, Viola et Galtieri.

Mi-mars, de nombreuses manifestations appelées par les syndicats et les groupes de défense des droits de l'homme emplirent les rues de Buenos-Aires. Après beaucoup d'hésitations, la fédération syndicale péroniste CGT appela à une marche sur la Plaza de Mayo le 30 mars. La réponse du gouvernement fut d'entourer le centre de la ville avec la police anti-émeutes, et de faire charger les milliers de travailleurs présents par la police montée, à grand renfort de grenades lacrymogènes, pendant que la police secrète, brandissant des revolvers, fonçait dans la foule à bord de ses Ford Falcon. 2.000 manifestants furent arrêtés, y compris toute la direction de la CGT et le

prix Nobel de la paix Pérez Esquivel; on releva un grand nombre de blessés et deux tués. Le lendemain les manifestations de colère éclataient aussi à Mendoza et Cordoba. La CGT et la fédération syndicale CNT, jusqu'alors pro-gouvernementale, appelèrent à une grève générale le 5 avril pour dénoncer la répression.

L'«opposition» salue Galtieri

Alors que la manifestation du 30 mars était brutalement réprimée, un mot d'ordre continuait à résonner: "¡Se va a acabar, la dictadura militar!" ("La dictature militaire touche à sa fin!"). Le régime Galtieri semblait être aux abois, mais comment finirait-il? Cela dépendait de la direction des masses qui ont lutté pour chasser les bouchers militaires tant hais. Galtieri répondit donc avec l'opération de diversion des Falkland/Malvinas... et la gauche tout entière, les péronistes, les bureaucrates syndicaux et les politiciens, saluèrent cette incroyable aventure afin de montrer leur ardeur patriotique. Au cours de la cérémonie d'investiture du nouveau gouverneur militaire des Falkland/Malvinas, on pouvait voir les dirigeants des partis bourgeois d'opposition, et plus particulièrement des péronistes; ainsi que des représentants des fédérations syndicales CGT et CNT, dont certains venaient juste d'être libérés de prison.

Les partis bourgeois s'imaginaient que l'occupation réussie des îles permettrait aux militaires de se couvrir de gloire, et qu'ils pourraient ainsi se retirer dans leurs casernes "la tête haute". Les *guerrilleros* populistes-bourgeois du Mouvement péroniste montonero (MPM) étaient encore plus enthousiastes avec l'"Opération Malvinas". Alors que la majeure partie de la bourgeoisie argentine n'a jamais accordé la

moindre importance à ces quelques rochers battus par les vents de l'Atlantique Sud, la récupération des îles tenues par les Britanniques a fait partie du programme nationaliste-revanchard du péronisme depuis le coup d'Etat de 1943 (perpétré par des officiers pro-Axe) qui amena Peron au pouvoir.

Le parti communiste (PCA) a lui aussi soutenu l'aventure des Falkland/Malvinas, continuant ainsi sa ligne générale de soutien "critique" à la dictature sanguinaire. Le PCA, stalinien de la vieille école, joue ici simplement le rôle de porte-parole de la politique étrangère du Kremlin (qui chouchoute cette junte férocement anticommuniste parce que l'Argentine est son principal fournisseur de blé). A la commission des droits de l'homme de l'ONU, les représentants soviétiques se sont à plusieurs reprises opposés aux enquêtes sur la torture et les enlèvements en Argentine. Avec l'abandon des généraux par leurs protecteurs américains, les stalinistes argentins ont espéré toucher les bénéfices de leur vile apologie de la terreur de la junte pendant les six dernières années.

Il n'est guère surprenant de voir les nationalistes péronistes et les stalinien, éternels fossoyeurs des luttes, se ranger derrière l'opération de diversion de Galtieri. Mais le Partido Socialista de los Trabajadores (PST — Parti socialiste des travailleurs) de Nahuel Moreno prétend défendre le trotskyisme et la révolution permanente. En réalité Moreno est un caméléon politique qui se met à la remorque de n'importe quel courant "radical" pourvu qu'il soit populaire — le castisme, le maoïsme, tout ce que vous voudrez — et en Argentine il se comporte presque toujours comme un parasite des péronistes. La crise des Falkland/Malvinas trouva une fois de plus les morénistes à leur poste, non pas pour défendre la cause de l'internatio-

Chassez...

suite de la page 8

ou tabassés dans les mêmes parkings, et les délégués immigrés disparaissaient toujours une semaine ou deux avant les élections professionnelles. C'est une stratégie de défaite assez incroyable. D'ailleurs, Leblanc, le secrétaire général de la CSL, l'a bien compris en faisant de grandes déclarations triomphantes: "C'est nous qui avons gagné à Citroën. C'est la première fois qu'on nous a acceptés au niveau national. Le gouvernement, les syndicats ont accepté une médiation dans laquelle on est complètement présent, dans laquelle on est une organisation syndicale reconnue." On connaît les épisodes: fermer les piquets de grève ensuite les rouvrir, refuser les négociations à la même table que la CSL ensuite accepter de telles négociations par vidéo. Autant de nouveaux gadgets que les bureaucrates ont inventés pour au fond revenir au même résultat: capituler directement devant une tâche essentielle pour les militants ouvriers dans ces entreprises c'est-à-dire chasser, exclure, mettre en dehors des usines ces éléments extérieurs au mouvement ouvrier que sont les gangsters qui animent la CFT/CSL. Et le deuxième aspect que je veux souligner, c'est que dès que la grève de Citroën est terminée, crac! on a la grève de Talbot, ce qui est absolument horrible: la bureaucratie de façon consciente a décidé d'avoir des grèves, qui sont essentielles pour l'avenir de l'industrie en France, en saucissons.

Ce que la CGT a fait, c'est essayer de s'implanter en mobilisant toute une partie de son appareil, de sa puissance organisationnelle, dans ces usines; mais de s'implanter comment? D'abord ils ne peuvent s'implanter que de façon minoritaire dans ces usines-là, dans la mesure où ils rentrent en compétition avec la CFDT. D'ailleurs, maintenant déjà à Citroën se préparent les élections professionnelles et déjà c'est la grande bagarre entre la CGT et la CFDT, non pas sur des questions programmatiques, c'est-à-dire comment gagner une lutte, mais comment, de façon complètement démagogique et obscène, essayer de rabattre quelques immigrés en plus dans son organisation. Alors qu'au fond la question posée est une question totalement différente: avoir un programme de victoire pour ces grèves. Parce qu'il faut le dire nettement, la grève de Citroën a été malheureusement un échec, ou tout du moins un demi-échec, et la grève de Talbot avance dans cette voie. Même si les travailleurs immigrés, et ça c'est important, se sentent un peu plus confiants dans leur force et un peu moins susceptibles aux pressions de terreur de l'encadrement de la maîtrise blanche. Mais en tout cas, la pression existe toujours, la CSL existe toujours, le système existe toujours; et en face de ça, ce que l'on a c'est le vieux système traditionnel syndical français de division politique, de division bureaucratique sur des lignes d'appareil politique. Alors que dans ce cadre-là il était possible aux organisations de propagande, pour des militants ouvriers, de poser la question du syndicalisme industriel, qui est le vieux mot d'ordre

de l'Internationale syndicale rouge: pour chaque industrie un seul syndicat et tous les ouvriers dans ce syndicat. Quand on dit ouvrier, ça veut dire qu'on exclut la maîtrise.

On peut l'expliquer parce que dans le cas de Citroën et de Talbot nous avons un clair cas de grèves défensives où la seule solution pour mettre en brèche la terreur quotidienne, c'est d'avoir en face une organisation qui garantisse la protection quotidienne de chaque ouvrier immigré, dans les foyers, sur le carreau des usines, dans les quartiers. La seule façon de pouvoir être protégés et donc de rejoindre les rangs du mouvement ouvrier organisé, c'est qu'ils puissent battre en brèche quotidiennement la terreur quotidienne. Et la seule façon de le faire c'est qu'il y ait une seule organisation qui regroupe l'ensemble des ouvriers, dans laquelle à l'intérieur s'exprime l'ensemble des courants qui forment le mouvement ouvrier. Et autrement on ne peut avoir que la situation qui existe aujourd'hui — 500 syndiqués CFDT qui sont dans une compétition absurde avec 1000 autres syndiqués CGT, trois cellules du PC, une section d'entreprise du PS et l'ensemble de la classe ouvrière de ce secteur-là complètement laissé à l'organisation immédiate, quotidienne, sur les chaînes, par l'encadrement. Les publiastes de la UCR ont laissé croire qu'il s'agissait d'organisations fascistes. Il ne s'agit pas d'organisations fascistes. Il y a des éléments fascistes à l'intérieur de la CFT/CSL, mais le caractère principal de ces organisations c'est l'encadrement des ouvriers par la maîtrise sur les chaînes, c'est une prolongation organisationnelle, soi-disant syndicale, de ce qui existe dans l'entreprise, c'est-à-dire que la maîtrise a étendu son domaine d'action jusqu'à offrir une "protection" quotidienne de type mafia. C'est très simple: si tu veux garder ton boulot, tu paies tes cotisations; sinon, si tu ne paies pas tes cotisations, tu es viré ou on te matraque. La seule façon de contrer ça c'est effectivement d'organiser dans une organisation protectrice de l'ensemble des ouvriers de ces usines-là; et c'est ce que refusent absolument la CGT et la CFDT parce que ça voudrait dire d'abord mettre en branle une puissante mobilisation de toute l'industrie automobile. C'est Renault qui doit se mettre en grève immédiatement après Citroën-Talbot, dans une grève générale de l'industrie automobile pour créer ce genre de syndicat.

Il est improbable qu'un syndicat industriel de ce type se crée simplement par la fusion des organisations syndicales et qu'ensuite les ouvriers non-syndiqués rejoignent cette nouvelle organisation. C'est beaucoup plus probable qu'elle vienne à travers une lutte où ont été mis en place des comités de grève transcendant la division syndicale, qui virent carrément des bureaucrates et qui mettent en place une nouvelle direction, une nouvelle organisation syndicale. Au fond, dans une certaine mesure, c'est ce qui s'est passé dans les années trente aux États-Unis avec la constitution du CIO. Cette perspective pour Citroën-Talbot, même si elle n'est pas immédiate,

est la seule perspective possible, réelle et réaliste. Et ça pose évidemment la question du programme, parce que là c'est clair, quand on connaît le programme de la CGT et du PCF sur la question des immigrés, évidemment on peut comprendre la façon dont ils organisent aujourd'hui les immigrés sur Citroën. Nous avons été à une manifestation d'ouvriers de Citroën la semaine dernière. Vous aviez un cortège de 1000 ouvriers immigrés avec tous un petit drapeau CGT dans les mains et tout autour un service d'ordre qui n'avait pas de fonction de protection vis-à-vis d'attaques fascistes ou des choses comme ça, mais qui était destiné à "protéger" les ouvriers immigrés de toute contagion extérieure, c'est-à-dire de la CFDT, ou de nous par exemple. Ça nous a été dit très clairement. "Sur tout ne vendez pas sur eux, c'est les nôtres". C'est "les nôtres" et on ne veut pas que vous y touchiez." Et c'est seulement par ces méthodes-là que la CGT peut s'implanter dans ces entreprises, et certainement pas avec son programme sur la question des immigrés, où ils refusent d'appeler aux pleins droits de citoyenneté pour les immigrés; ils sont les héritiers de Vitry et du programme historique du PCF sur la question algérienne.

Ce qu'il faut c'est un programme pour la syndicalisation de ces usines, de façon ouvrière pas de façon bureaucratique, et aussi un programme de lutte de classe qui pose la question du gouvernement. Toutes ces grèves ont été dominées aussi par la question du gouvernement: faire appel au gouvernement pour qu'il intervienne contre le "méchant loup" Talbot-Citroën. Résultat: médiation, et on rentre avec pratiquement rien. Résultat: les mêmes juges qui, soi-disant de façon impartiale, examinaient la légalité à des élections professionnelles, les mêmes juges qui rendent des ordonnances d'évacuation, les mêmes flics qui devraient soi-disant protéger les fameux piquets de grève de Citroën, puisque à un moment donné la CGT a appelé carrément la protection des piquets de grève par les flics. Je vais vous dire un truc: vous vous adressez à un ouvrier immigré, vous lui dites: "Mon mot d'ordre c'est de faire appel aux flics pour me protéger." Comme il n'a pas d'autres solutions dans les mains immédiatement, il va l'accepter; mais je crois qu'au fond de lui-même il ne doit pas y croire du tout. Donc, rompre avec ce gouvernement, rompre avec le front populaire, comme seul moyen pour avoir une grève qui ait quelque succès. La grève de toute l'industrie et un programme de lutte contre le chauvinisme des directions syndicales. Pour les milices ouvrières pour protéger les piquets et les militants. Pour une nouvelle direction et une nouvelle organisation syndicale dans ces usines.

Alors vous me direz: "Où est la question russe dans tout ça." Alors la question russe, elle existe. Il semble que le patronat de Citroën ait introduit une nouvelle méthode pour casser les grèves: faire passer les piquets de grèves par hélicoptère. Il est possible que dans quelques années il y ait quelques ouvriers de Citroën qui appellent l'Union soviétique à livrer quelques SAM pour régler la question.

nalisme prolétarien mais pour servir les intérêts de la mère-patrie bourgeoise.

Une junte «anti-impérialiste»?

Dès leur arrivée au pouvoir, les militaires argentins ont essayé d'attiser le chauvinisme national en revendiquant des territoires historiquement contestés — comme le canal de Beagle que l'Argentine dispute au Chili. L'année dernière, quand on assista à une escalade de provocations argentine-chiliennes à propos du canal, le PST appela à "une mobilisation immédiate pour empêcher la guerre" et pour la "liquidation des deux dictatures" (*Opinion*, mars 1981). Mais quand la junte s'affronta à la Grande-Bretagne, alors la même diversion, la même aventure irrédentiste devint, pour Moreno et Cie, "un clair combat anti-impérialiste".

L'Argentine est-elle un pays "semi-colonial" opprimé par la Grande-Bretagne? Depuis au moins le milieu du siècle, l'Argentine se trouve dans ce que Lénine appelait une "forme transitoire de dépendance". Les autres exemples de ce genre d'Etat impérialiste intermédiaire sont la plupart des Etats est-européens de l'entre-deux-guerres, le Portugal, la Grèce ou l'Israël d'aujourd'hui. Ils peuvent être les clients de certaines puissances impérialistes, mais ils sont plus que de simples régimes fantoches, des "républiques bananières" ou des semi-colonies.

Depuis la grande dépression et jusqu'aux années 50, on assista à une industrialisation considérable, de sorte que même aujourd'hui l'industrie produit deux fois plus que l'agriculture dans l'économie. La structure des classes est européenne: population à 75% urbanisée (beaucoup plus qu'en France) avec un important prolétariat et une minuscule paysannerie (les estancias commerciales emploient des salariés agricoles).

Comme les USA après la Guerre civile, l'Argentine de la fin du XIXe siècle et du début du XXe s'est dans une large mesure développée à l'aide du capital

britannique. Mais si les capitalistes américains furent capables de racheter leur liberté, établissant les USA comme une puissance impérialiste indépendante, l'Argentine s'est développée un petit peu trop tard — 30 cruciales années trop tard — pour surmonter la division impérialiste du monde.

L'Argentine est un pays capitaliste qui durant les trente dernières années a souffert d'un arrêt de son développement et même de régression. Ceci est le résultat de la confrontation entre un prolétariat important et organisé et une bourgeoisie de plus en plus désespérée qui a eu recours à plusieurs reprises à la dictature militaire pour sauver sa domination de classe. Depuis plus de 30 ans le pays se trouve à la croisée des chemins. Il ne peut aller de l'avant sans révolution prolétarienne. Et le principal obstacle à cette révolution a été la camisole du nationalisme péroniste, l'opium de la classe ouvrière argentine.

Mais même si l'Argentine était un pays semi-colonial, l'aventure des Falkland/Malvinas serait toujours une diversion. Le PST rapporte que beaucoup de travailleurs demandaient: "Est-ce que nous allons manger les Malvinas?" "Le 30 mars ils nous ont matraqués; deux jours plus tard ils nous appellent à la Plaza de Mayo! Ils nous prennent pour qui?"

L'attaque argentine n'est pas pour autant une question d'autodétermination de l'Argentine ou de sa consolidation nationale. Il y a, à travers l'Atlantique, le Pacifique et l'océan Indien, des centaines d'îles inhabitées ou très peu peuplées qui ont été prises par les principaux pays impérialistes européens et plus tard par les États-Unis. Ces points de mouillage, de ravitaillement ou d'étape ont changé de mains au rythme de l'évolution des influences des diverses puissances.

Toutes les citations de Trotsky avancées par les pseudo-trotskyistes (sur l'Éthiopie et la Chine dans les années trente, ou sur une guerre hypothétique entre le Brésil et l'Angleterre) tombent à côté de la

plaque. Bien sûr les trotskystes peuvent entrer dans un bloc militaire avec des forces nationalistes au cours d'une confrontation militaire directe avec l'impérialisme — quand les impérialistes tentent d'imposer ou de réimposer leur domination sur un pays colonial ou semi-colonial. Est-ce que la Grande-Bretagne a envahi l'Argentine? La reconquête des cîes par l'Angleterre va-t-elle amener la mise en place d'un dictateur plus conciliant? Aux Falkland les Britanniques n'oppriment pas l'Argentine, pas plus d'ailleurs qu'ils n'oppriment d'Argentin. A vrai dire, ce que le capitalisme britannique peut espérer gagner dans cette prétendue guerre d'"expansion impérialiste", c'est perdre une part supplémentaire du marché argentin au profit des Japonais et peut-être ne pas se faire rembourser une partie des ses créances.

Bien sûr les Falkland sont les restes de l'empire britannique, et les communistes ont pour revendication que cet impérialisme décadent, de seconde zone, se retire de tous les résidus de ses possessions de Hong-Kong aux Falkland. Mais les masses argentines n'ont néanmoins rien à gagner de cette aventure, même si elle avait été réussie.

L'irrationalité démente du capitalisme au terme de son déclin, illustrée par cette guerre des Falkland/Malvinas, montre, s'il en était encore besoin, la nécessité de renverser ce système. La possibilité d'un soulèvement de classe de masse ne fait de doute pour personne en Argentine et Thatcher aussi est haine des travailleurs britanniques. Le prolétariat ne doit pas se laisser distraire encore par la diversion nationaliste à propos des Falkland/Malvinas mais doit continuer la lutte pour écraser la junte sanglante. Le devoir des travailleurs britanniques est de se battre contre le gouvernement Thatcher pour son propre pouvoir de classe, pour éliminer les derniers vestiges de l'histoire impérialiste ardue et brutale de la Grande-Bretagne. L'ennemi principal est dans son propre pays!

Reagan en Europe...

Suite de la page 6

ficiel pour être trop "tiède" vis-à-vis de l'alliance de l'OTAN, dominée par les Etats-Unis. Cependant le MG lui-même n'a pas rompu avec l'euro-pacifisme social-démocrate qui prédomine dans la gauche ouest-allemande. Né et modelé pendant les années de la détente, il pense qu'on peut éviter la guerre en Europe en préservant le statu quo de la guerre froide. Une lettre ouverte à Brejnev publiée par le MG lors de la dernière manifestation pour la "paix" à Bonn (novembre 1981), et qui commençait par "Cher Leonid", demandait avec force rhétorique pourquoi l'URSS devait continuer la course aux armements avec l'Ouest. Pour la même raison, le MG s'oppose au programme de réunification révolutionnaire, dans lequel il voit une espèce d'impérialisme pangermanique, et il a déclaré que la TLD serait exclue de ses manifestations sur cette base!

Tandis que les orateurs officiels saluaient le mouvement de la "paix" d'Allemagne de l'Est, (qui a le mot d'ordre "Transformez les épées en charrues")

inspiré par l'Eglise luthérienne, les trotskystes portaient des panneaux proclamant "Non au désarmement de la RDA!". Cela, ainsi que d'autres mots d'ordre de la TLD, saluant l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan contre les réactionnaires soutenus par la CIA et dénonçant la contre-révolution de Solidarnosc en Pologne, rendirent fous furieux les europacifistes petits-bourgeois. On n'en distribua pas moins de 2.000 suppléments à *Spartakist*, le mensuel de la TLD, avec la déclaration de la TSI, et ce, malgré les tentatives d'intimidation, en particulier de la part des nerfs du MG.

Il ne peut y avoir de détente, de "coexistence pacifique" entre l'impérialisme occidental et les Etats ouvriers que dirigent les bureaucraties du bloc soviétique. Pour l'humanité, la seule alternative à l'holocauste nucléaire est la révolution prolétarienne. Ce qu'il faut pour cela, c'est un parti international, dont le programme de défense des acquis prolétariens (essentiellement ceux de la Révolution bolchévique) et de lutte pour leur extension est capital pour unir les prolétaires de tous les pays contre la barbarie impérialiste.

Adapté de *Workers Vanguard* n° 308

Israël...

Suite de la page 18

d'une avant-garde culturelle et technique extrêmement valable. Mais pas séparés, opposés à la population arabe. C'est seulement avec une fédération socialiste antisioniste, anti-nationaliste arabe, réunissant les peuples travailleurs de la région, arabes, parlant hébreu et autres, que l'on peut surmonter l'héritage sanglant du génocide.

La construction de tels partis communistes doit passer par une lutte victorieuse contre le stalinisme qui a maintes fois capitulé devant le nationalisme des deux camps. En Irak, où un prolétariat basé sur les travailleurs du pétrole a une histoire de luttes combattives, il y avait une magnifique occasion pour construire un parti ouvrier. Le Parti communiste irakien était au seuil du pouvoir lors du soulèvement de masse qui suivit le renversement de la monarchie hachémite en 1958. Mais le Kremlin sabota cette occasion révolutionnaire pour conclure un marché illusoire avec les impérialistes. L'historien Isaac Deustcher a raconté comment l'offensive communiste fut soudain ajournée parce que Khrouchtchev craignait que cela ne provoque une reprise des interventions occidentales en Méditerranée orientale et ruine sa stupide politique de coexistence pacifique.

A moins d'une révolution prolétarienne dans toute la région, les masses arabes continueront à être dirigées par des cheiks et des colonels réactionnaires qui répriment et oppriment les Palestiniens; elles continueront à être soumises aux attaques des militaristes sionistes qui ne peuvent maintenir leur domination que par la terreur pure et simple. Et plutôt que d'abandonner un seul arpent du sol sacré d'"Eretz Israël", les terroristes nationalistes religieux maniaques comme Begin et ses pareils sont prêts à mettre le monde entier à feu et à sang dans un holocauste nucléaire à côté duquel les nazis et les Américains auront l'air de pacifistes. Les "démocrates" impérialistes qui font aujourd'hui la grimace devant la violence communautaire et la terreur nationaliste au Moyen-Orient sont les descendants des antisémites notoires Roosevelt et Churchill qui ont jeté les bases des affrontements actuels en refusant aux juifs le droit d'immigrer au USA et en Grande-Bretagne, forçant ainsi les réfugiés du génocide nazi à s'engouffrer dans le piège mortel final de la Palestine.

Le temps presse. Même des sionistes sociaux-démocrates de droite comme Irving Howe admettent maintenant que les Arabes sont brutalement, tragiquement opprimés dans un Israël où la "démocratie" — comme dans l'Athènes antique ou le Sud [des Etats-Unis] d'avant la guerre civile — est réservée exclusivement aux oppresseurs. (C'est pourquoi les partis communistes y sont tolérés aussi longtemps qu'ils "restent à leur place", alors qu'ils ne le sont pas dans les Etats voisins.) L'expansionnisme sioniste pourrait facilement déclencher quelque chose qui dépasserait une guerre dans la région; les détonateurs d'une troisième guerre mondiale sont partout dans le Moyen-Orient. Le cycle sans fin des guerres nationales sordides et de l'oppression du peuple palestinien par les sionistes ne peut être brisé que par la lutte de classe unitaire des travailleurs hébreux, arabes et autres contre leurs "propres" classes dirigeantes.

● Israël hors du Liban et des territoires occupés!

● Pour une fédération communiste du Moyen-Orient!

Traduit de *Workers Vanguard* n° 308

USA: la «paix» Kennedy

25 juin — La sinistre supercherie du "désarmement" sous l'impérialisme a-t-elle jamais été mise en lumière de façon aussi saisissante? Le 6 juin s'ouvrait aux Nations unies une "session extraordinaire sur le désarmement". Tout à sa *blitzkrieg* [guerre éclair] sioniste pour une "solution finale" à la question palestinienne, Begin expliqua avec satisfaction comment il avait "désarmé" l'OLP et l'armée syrienne. Au moment où le Pentagone se vante d'assurer sa "suprématie" dans une guerre thermonucléaire contre les Soviétiques et où les alliés des USA font la "démonstration" de l'efficacité des armes américaines des Falkland/Malvinas jusqu'au Liban, Reagan traite les Russes de menteurs et de tricheurs parce que Brejnev a formellement renoncé à utiliser le premier des armes nucléaires. Et juste après Thatcher monta à la tribune, les mains dégoûtées du sang des prisonniers de guerre argentins, affamés et transis de froid, pour débattre sur la nécessité de "transformer les épées en charrues". Au même moment 750.000 manifestants se tenaient devant l'immeuble de l'ONU, venus là pour soutenir les plans de "gel des armements nucléaires" préconisés par les criminels les plus notoires de la guerre du Vietnam.

"Les clameurs de bataille estompaient le débat", titrait le *New York Times* du 11 juin, qui remarquait que la semaine était particulièrement mal choisie pour parler de paix. Mais c'est la peur de Reagan qui fit descendre les foules dans la rue pour la "gel-party". La clique de la Maison Blanche ayant fait planer la menace d'une guerre nucléaire, d'abord "limitée" et maintenant "prolongée", la classe moyenne américaine s'est soudain rendu compte qu'on pouvait dépasser d'une autre chose que de mort naturelle. La manifestation du 12 juin, à Central Park (New York), était avant tout un front populaire anti-Reagan, qui vit affluer les libéraux de la génération du mouvement anti-guerre du Vietnam, maintenant confortablement installés dans l'"Amérique moyenne" des banlieues blanches. Le message politique était clair: soyez prêts pour Teddy Kennedy. Le mouvement syndical n'était représenté que par les cortèges des petites fédérations traditionnellement "progressistes". Moins de 15 de la foule était non-blanche; beaucoup de Noirs s'étaient probablement dit qu'un mouvement "salué" par le maire de New York n'avait rien de bon à leur offrir. Les réformistes étaient venus en force, mais ils n'étaient qu'une goutte d'eau dans l'océan libéral. Les cortèges du parti communiste, du SWP [Organisation sœur de la LCR] et des Democratic Socialists (DSA) auraient tenu ensemble entre deux rues. Et nous n'en félicitons que plus nos camarades américains qui réussirent, par leur détermination, à vendre 8039 exemplaires de publications spartacistes (y compris à la manifestation pour le "gel nucléaire" qui se tenait au même moment à San Francisco), souvent face à des sionistes hostiles, à cette foule agressive petite-bourgeoise.

Mais en dehors de ça, il y avait beaucoup de très respectables politiciens. C'était le second rassemblement du front populaire anti-Reagan, le premier ayant été la marche pour le Salvador de Washington, le 3 mai de l'année dernière. Mais la question du Salvador est plus explosive, et peut bien être marquée par les "rouges", bien que la pseudo-gauche réformiste, avec ses nerfs et ses flics, fasse de son mieux pour l'"assainir". A la question "Où allons-

nous maintenant?", les politiciens répondirent clairement: vers les élections de novembre. Le 12 juin était destiné à provoquer dans les rues une lame de fond anti-Reagan afin d'augmenter les chances électorales du Parti démocrate. Et la gauche réformiste a consciencieusement suivi le mouvement. Le SWP a fait les quelques critiques rituelles des Démocrates tout en saluant le mouvement pour "mettre fin à la course à la guerre". Le journal du PC, le *Daily World*, expliqua que le "mouvement de la paix" devait chercher à battre "Tous les candidats pro-Reagan, pro-Pentagone, d'extrême droite". Objectif: mettre au pouvoir le "gel" Kennedy, qui veut renforcer l'arsenal conventionnel, et remettre en selle le parti du Vietnam, de la baie des Cochons et de Hiroshima/Nagasaki.

Un autre aspect essentiel du 12 juin était l'antisoviétisme qui s'exprimait dans son "bilatérisme" virulent, qui tire un trait d'égalité entre l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré soviétique et les fauteurs de guerre impérialistes de Washington. Des sociaux-démocrates avaient apporté des banderoles où l'on pouvait lire "Non aux SS-20 soviétiques" et "Désarmez l'Est et l'Ouest". On voyait beaucoup de badges Solidarnosc, bien que ce "syndicat" polonais anticommuniste de la CIA et des banquiers ait dénoncé le mouvement de la paix occidentale pour être trop mou avec les Russes. Mais l'antisoviétisme était encore plus prononcé deux jours après la manifestation lors des sit-in devant plusieurs délégations à l'ONU. Un porte-parole du groupe devant la délégation soviétique appelait l'URSS à "désarmer unilatéralement", ce qui laisserait ce pays sans défense contre les bouchers impérialistes.

La campagne pour le "gel nucléaire" est la politique de forces impérialistes qui ont seulement des plans quelque peu différents pour la guerre contre l'Union soviétique. Ce mouvement, patronné par les criminels de guerre certifiés Robert MacNamara et McGeorge Bundy, représente une opposition interne à la classe dirigeante américaine, de la part de ceux qui "veulent une armée conventionnelle et utilisable pour faire face aux chars soviétiques" (*Workers Vanguard* n° 307, 11 juin).

Il y a un demi-siècle, Trotsky, fondateur de l'Armée rouge et de la Quatrième Internationale, a dénoncé les illusions dans le désarmement, écrivant dans la "Déclaration de l'Opposition de gauche au Congrès d'Amsterdam" (1932) que:

"Le prétendu 'désarmement' n'a et ne peut rien avoir de commun avec l'empêchement de la guerre. Le programme de 'désarmement' ne représente qu'une tentative — jusqu'à maintenant seulement sur le papier — de réduire en temps de paix les dépenses pour telle ou telle sorte d'armement.

(...)

"Sans avoir la plus mince confiance dans les programmes capitalistes de désarmement ou de limitation des armements, le prolétariat révolutionnaire pose une seule question: entre quelles mains les armes sont-elles? Toute arme entre les mains des impérialistes est une arme dirigée contre la classe ouvrière, contre les nations faibles, contre le socialisme, contre l'humanité. Les armes entre les mains du prolétariat et des nations opprimées sont le seul moyen de déclarer notre planète de l'oppression et de la guerre." (traduit par nos soins)

Adapté de *Workers Vanguard* n° 308

édition française

SPARTACIST

Organe du comité exécutif international de la tendance spartaciste internationale



N° 18-19: ■ Solidarité roulotte pour la CIA et les banquiers ■ La volte-face du SWP sur l'Afghanistan ■ Thèses sur l'Irlande ■ La Spartacist League fondée à Sri Lanka ■ etc.

5F — Le Bolchevik B.P. 135-10 75 463 Paris Cédex 10

Pour la défense des Palestiniens!

Non à la «solution finale» de Begin!



Terreur israélienne dans Beyrouth Ouest, en train de devenir le «ghetto de Varsovie» des Palestiniens

Israël hors du Liban!

8 juin — Après deux jours de bombardements meurtriers qui firent des centaines de victimes parmi les Palestiniens du Liban, Israël a déclenché dimanche une *blitzkrieg* [guerre éclair] de grande envergure, attendue depuis longtemps, pour écraser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Des dizaines de milliers de soldats israéliens lourdement armés sont passés à travers les forces de "maintien de la paix" de l'ONU, ont submergé les positions de l'OLP au château de Beaufort, ont assiégé les villes de Sidon et de Tyr dévastées et ont atteint les faubourgs de Beyrouth. L'armée de l'air israélienne a lâché sur Sidon des tracts qui donnaient deux heures à la population pour évacuer la ville avant le début du siège. Même le pro-sioniste *New York Times* dut reconnaître que cette invasion n'était pas des "représailles" contre les bombardements du nord d'Israël par l'OLP, mais une tentative soigneusement préparée "d'écraser l'OLP". Tous ceux qui se réclament du socialisme ou qui sont contre le génocide doivent exiger qu'Israël se retire immédiatement du Liban.

La diaspora de la nation palestinienne a commencé avec la création de l'État d'Israël en 1948. Begin, le terroriste de l'Irgoun — l'assassin de Deir Yassin, qui a commis des atrocités qui soulèveraient le cœur même à un Yasser Arafat — est maintenant en train de transformer le Sud-Liban (et la Cisjordanie) en un vaste cimetière pour les Arabes palestiniens. Le moindre camp de réfugiés est baptisé "quartier général de l'OLP". Le ministre de la guerre Sharon a annoncé son intention de chasser complètement les Palestiniens du Liban. Les fanatiques sionistes, qui se plaignent de l'humiliation nationale causée par le traité de Sinaï, proclament "Plus jamais ça" et envoient en Cisjordanie des bandes de nerfs, principalement formées d'immigrants venus des quartiers juifs de Brooklyn (à New York), pour abattre les jeunes Palestiniens. "Eli le loup" [Américain non-juif naturalisé Israélien] était un dangereux tueur, un psychopathe fasciste; mais Begin, de combien de bombes atomiques dispose-t-il? Ce terroriste est prêt à s'en servir.

Agissant selon la politique hitlérienne qui veut qu'un juif vaille autant que des centaines d'Arabes, Israël s'est lancé dans des bombardements et des mitraillages navals et aériens massifs au Liban, disant en représailles de l'assassinat de son ambassadeur en Grande-Bretagne. Parmi les cibles de ces attaques, on trouve un stade désaffecté où vivent des centaines de familles palestiniennes et des camps de réfugiés répartis dans tout le Sud-Liban. L'OLP a nié

toute responsabilité dans l'assassinat de l'ambassadeur israélien. Ce meurtre a été revendiqué par un mystérieux groupe terroriste arabe dont personne n'a jamais entendu parler, et il est arrivé à point pour servir de provocation pour les plans israéliens d'invasion. Pour couronner le tout, Thatcher a révélé que le représentant de l'OLP à Londres figurait parmi ceux que visaient les assassins!

"Ce raid reflète la mentalité fasciste des Israéliens", commentait à juste titre Saleh Khalef, le numéro deux de l'OLP. Il est vrai que ces bombardements aveugles rappellent fortement ce qui est arrivé à Lidice, une ville tchèque rasée par les nazis en 1942, suspecte de sympathie pour l'assassinat du gauleiter de Hitler, Heydrich. Aujourd'hui Begin justifie l'invasion israélienne en s'appuyant sur le bombardement du nord d'Israël par l'OLP. Mais les bombardements palestiniens n'ont commencé qu'après que les raids israéliens eurent, la semaine précédente, tué 130 personnes et blessé 250 autres.

Les sionistes n'ont pas le monopole du génocide hitlérien au Moyen-Orient. En Syrie le régime Assad est basé sur la minorité alaouite, un rameau de la branche chiite de l'islam, qui ne représente qu'un huitième de la population syrienne. Les Frères musulmans, ces terroristes de droite, profitent du ressentiment de la majorité écrasante que constituent les musulmans sunnites. En réponse au soulèvement de Hama (la quatrième ville du pays) provoqué par les Frères musulmans, le régime Assad a fait raser la ville. Des milliers de personnes ont été massacrées. Cet acte rappelait la "réduction" par les nazis, d'abord du ghetto de Varsovie (1943) puis de la ville tout entière (1944). Un journaliste occidental retourna dans la ville en mai et demanda à un vieil habitant où étaient les maisons qui se dressaient autrefois au bord de la rivière: "Vous avez roulé dessus", lui répondit-on. Et où étaient les gens qui habitaient là? "Vous roulez probablement aussi sur pas mal d'entre eux" (*New York Times*, 29 mai).

L'invasion israélienne représente l'effondrement complet du cessez-le-feu négocié par les USA en juillet 1981. Cette fois-ci, Reagan, en refusant de voter une résolution de condamnation d'Israël à l'ONU qui appelait à un retrait israélien du Liban (sans fixer de délai), a donné un soutien tacite à l'attaque contre l'OLP. Washington voudrait bien détruire l'OLP mais déplore que l'attaque israélienne sabote le grand dessein américain d'un "consensus stratégique" antisoviétique à l'échelle mondiale. Et donc, après s'être heurté à un refus de Galtieri, puis de Thatcher, dans

l'affaire des Falkland/Malvinas, Reagan a écrit à Begin une lettre de vœux pieux pour la paix. La lettre fut fort à propos retardée de six heures, ce qui amena le gouvernement Begin à estimer que "les États-Unis comprendraient l'action israélienne" (*New York Times*, 7 juin). Six heures après la réception de cette lettre, les forces israéliennes pénétraient au Liban.

Les Américains ont cependant réalisé un changement de ligne qui s'ajoute à une longue série. Maintenant, au lieu d'être préoccupés par les sinistres Irakiens — soutenus par les Soviétiques — et de les voir partout au Moyen-Orient, ce sont les sinistres Iraniens — soutenus par les Soviétiques et par Allah et "déstabilisant" la région — qui les préoccupent. Mais pour Begin, un bon Arabe est un Arabe mort. Et puisque les Iraniens ne sont pas des Arabes, Israël fournit des armes à l'armée de l'ayatollah Khomeiny dans la guerre Iran-Irak. Mais maintenant l'Iran chiite propose à la Syrie d'Assad, dirigée par des Alaouites, de former un front commun contre Israël! Il ne manque plus à Reagan et Haig que de voir Taïwan envahir la Chine, l'Espagne pénétrer à Gibraltar et Jeane Kirkpatrick attaquer Washington. Le "consensus" antisoviétique des USA a sombré sur les récifs des conflits nationaux, depuis l'Atlantique Sud jusqu'à la Méditerranée.

La guerre du Liban pourrait facilement s'étendre pour devenir une guerre générale du Moyen-Orient dans laquelle l'autodétermination des Palestiniens deviendrait une question subordonnée. Comme dans les guerres israélo-arabes de 1948, 1967 et 1973, quel que soit le vainqueur, les Palestiniens seraient perdants. Mais si Begin réussissait d'une manière ou d'une autre à créer un "Grand Israël" du Nil à l'Euphrate, les deux millions de juifs parlant hébreu courraient à leur perte en essayant de contrôler une centaine de millions d'Arabes. L'expansionnisme sioniste porte en lui-même les germes de sa propre destruction.

Il y a une alternative au génocide nationaliste: l'internationalisme prolétarien. Dans la partie nord de l'empire ottoman, les Balkans — historiquement un chaudron bouillant de haines nationales, comme le Moyen-Orient — un parti communiste principalement serbe et monténégrin dirigé par le croate Tito parvint à établir un État ouvrier déformé cohérent sur la base de la dictature du prolétariat. Même déformée par le régime bureaucratique, la Yougoslavie montra la voie à suivre pour la "partie sud". Au Moyen-Orient, plusieurs millions de juifs pourraient bien faire partie